



## MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE ET COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

-----  
Construction du bâtiment SEGUR pour l'accueil de la psychiatrie sur le site Mansart  
220 rue MANSART – 78370 PLAISIR

PHASE

DCE

### CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

## MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE ET COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

MAITRE D'OUVRAGE

**Centre Hospitalier de Plaisir**  
Direction Investissement et Patrimoine  
220 Rue Mansart – CS 5003  
78375 PLAISIR Cedex

Tel.: 06.43.01.64.57  
E-Mail : [juliette.caille@ght78sud.fr](mailto:juliette.caille@ght78sud.fr)

## SOMMAIRE

<b>CHAPITRE 1</b>	<b>: GENERALITES</b>	<b>4</b>
1.1	OBJET DU MARCHÉ	4
1.1.1	Objet de la prestation	4
1.1.2	Description sommaire de l'opération	4
1.1.3	Décomposition de la prestation et forme du contrat	4
1.2	DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS	5
1.2.1	Maitrise d'ouvrage, Maitrise d'œuvre, et OPC	5
1.2.2	Prestataire	5
1.2.3	Modalités de présence	5
<b>CHAPITRE 2</b>	<b>: LOT 01 : Mission de Contrôle Technique</b>	<b>6</b>
2.1	OBJET DE LA PRESTATION	6
2.2	ETENDUE DES MISSIONS	6
2.3	NATURE DES ACTES ACCOMPLIS PAR LE CONTROLEUR TECHNIQUE	7
2.3.1	Actes techniques	7
2.3.2	Actes d'informations	8
2.3.3	Actes types	8
2.3.4	Éléments soumis au contrôle	9
2.4	CONTENU DES AVIS	9
2.5	RECAPITULATIF DES LIVRABLES ATTENDUES	10
2.6	AUTORITE DU CONTROLEUR TECHNIQUE	10
2.7	DEFINITION DES MISSIONS	10
2.7.1	MISSION L RELATIVE A LA SOLIDITE DES OUVRAGES ET DES ELEMENTS D'EQUIPEMENT INDISSOCIABLES	11
2.7.2	MISSION S, RELATIVE A LA SECURITE DES PERSONNES DANS LES CONSTRUCTIONS	11
2.7.3	MISSION P1, PORTANT SUR LA SOLIDITE DES ELEMENTS D'EQUIPEMENT NON INDISSOCIABLEMENT LIES	12
2.7.4	MISSION ENV, RELATIVE A L'ENVIRONNEMENT	12
2.7.5	MISSION HYS, RELATIVE A L'HYGIENE ET A LA SANTE DANS LES CONSTRUCTIONS	13
2.7.6	MISSION F, RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS	13
2.7.7	MISSION PH, RELATIVE A L'ISOLATION ACOUSTIQUE	16
2.7.8	MISSION TH, RELATIVE A L'ISOLATION THERMIQUE ET AUX ECONOMIES D'ENERGIE	16
2.7.9	MISSION HAND, RELATIVE A L'ACCESSIBILITE DES CONSTRUCTIONS POUR PERSONNES A MOBILITE REDUITE	17
2.7.10	MISSION ATT HAND, RELATIVE A L'ATTESTATION LIEE A LA VERIFICATION DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX AUX REGLES D'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES)	17
2.7.11	MISSION BRD, RELATIVE AU TRANSPORT DES BRANCARDS DANS LES CONSTRUCTIONS	18
2.7.12	MISSION GTB, RELATIVE A LA GESTION TECHNIQUE DES BATIMENTS	18
2.7.13	MISSION PV, RELATIVE AU RECOLEMENT DES ATTESTATIONS D'ESSAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ACQ DES INSTALLATIONS TECHNIQUES	18
2.7.14	La vérification réglementaire après travaux (VRAT)	20
2.7.15	La vérification initiale des installations électriques (VIEL)	20
2.7.16	Les attestations de conformité CONSUEL/VAMST (Att CONS)	21
2.8	PHASE CONCEPTION DU PROJET : TRANCHE FERME	21
2.8.1.1	Généralités	21
2.8.2	Au stade du dossier esquisse/APS/APD :	22
2.8.3	Au stade du dossier PRO/DCE :	22
2.8.4	Au stade du Dossier de Consultation des Entreprises :	22
2.9	PHASE EXECUTION ET DEROULEMENT DE CHANTIER : TRANCHE OPTIONNEL 1	22
2.9.1	Examen des documents d'exécution	22
2.9.2	Contrôle sur chantier de la réalisation des ouvrages	22
2.10	PHASE RECEPTION DE TRAVAUX : TRANCHE OPTIONNEL 1	23
2.11	PHASE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT : TRANCHE OPTIONNEL 1	23

2.12	CONDITIONS GENERALES DES INTERVENTIONS	24
2.13	COOPERATION AVEC LES INTERVENANTS	25
2.14	DUREE ET DELAIS	25

### CHAPITRE 3 : LOT 02 : Mission de Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé (C.S.P.S) 27

3.1	OBJET DE LA PRESTATION	27
3.2	DESIGNATION DU COORDONNATEUR	27
3.3	PHASE CONCEPTION DU PROJET	28
3.3.1	Conception	28
3.3.2	Registre Journal de la Coordination	28
3.3.3	Plan général de coordination	28
3.3.4	Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage	29
3.3.5	Collège Interentreprises de Sécurité de Santé et des Conditions de Travail	29
3.3.6	Dispositions relatives aux phases APS-APD	29
3.3.7	Dispositions relatives aux phases dossier de Consultation des Entreprises / Pro	30
3.3.8	Mission d'assistance à l'établissement de la déclaration préalable prévu à l'article L4532-1 d Code du travail	31
3.4	PHASE REALISATION	32
3.4.1	Objectif de la prestation	32
3.4.2	Etendue de la prestation	32
3.4.3	Organisation des entreprises	32
3.4.4	Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé	32
3.4.5	Registre Journal de Coordination	33
3.4.6	Inspection commune de chantier	33
3.4.7	Plan Général de Coordination	33
3.4.8	Collège Interentreprises de Sécurité de Santé et des Conditions de Travail	33
3.4.9	Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage	34
3.4.10	Inspection de chantier	34
3.4.11	Avis sur les dossiers d'études d'exécution	34
3.4.12	Organisation PREPARATION CHANTIER :	34
3.4.13	Organisation EXECUTION DES TRAVAUX :	35
3.4.14	DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACHEVEMENT DE LA MISSION	36
3.5	AUTORITE ET MOYENS DONNES PAR LA MOA AU CSPS	36
3.6	MOYENS MIS A DISPOSITION DU COORDONNATEUR :	37
3.7	OBLIGATIONS DU CSPS	37
3.8	DUREE ET DELAIS	38

## CHAPITRE 1 : GENERALITES

### 1.1 OBJET DU MARCHE

#### 1.1.1 Objet de la prestation

La présente consultation porte sur l'attribution d'un marché de Contrôle Technique (CT) et de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPA) ayant pour objet la réalisation des opérations suivantes au sein du CH de PLAISIR :

- **Lot 1 : Mission de contrôle technique (CT)** pour le projet de construction du bâtiment SEGUR pour l'accueil de la psychiatrie sur le site Mansart.
- **Lot 2 : Mission de coordination sécurité et protection de la santé (CSPA)** pour le projet de construction du bâtiment SEGUR pour l'accueil de la psychiatrie sur le site Mansart.

#### 1.1.2 Description sommaire de l'opération

L'opération travaux est la construction du bâtiment « Sécur » de psychiatrie qui porte sur la relocalisation de l'ensemble de la psychiatrie adulte mais également des adolescents (à partir de 16 ans) au sein du site Mansart.

Le futur bâtiment regroupera dans un bâtiment unique les secteurs suivants :

- Psychiatrie générale composée de 94 lits,
- Prises en charge spécifiques en unités intersectorielles (45 lits + 5 places en HDJ + 3 consultations),
- Une équipe mobile spécialisée.

Soit un total de 139 lits, 5 places d'HDJ, 3 consultations et 1 équipe mobile regroupés dans un bâtiment unique.

Les travaux auront lieu sur une parcelle d'une superficie de 14 830m<sup>2</sup> qui sera préalablement libérée de toute emprise bâtie et de tous réseaux par le Centre Hospitalier (travaux préalables à la présente opération).

Les surfaces du projet représentent un besoin de **6 936m<sup>2</sup> de surface utile** pour une surface dans l'œuvre d'environ 10 693m<sup>2</sup>.

A l'issue de la sélection du candidat retenu, la **période d'études est fixée à 12 mois maximum**, y compris périodes de congés + ordre de service.

La **phase consultations entreprise (phase ACT) est estimée à 4 mois** y compris délais complémentaires de re consultation pour donner suite à un ou des lots infructueux + notification des marchés + ordre de service.

**La période de chantier est estimée à 26 mois en une seule tranche** y compris périodes des travaux préalables, les travaux de préparation, de construction, de réceptions, ainsi que les périodes de congés et d'intempéries.

Le montant prévisionnel de travaux est estimé à **31,231M€ HT travaux** en valeur juin 2024 (indice BT 01 d'avril 2024 d'une valeur de 131).

#### 1.1.3 Décomposition de la prestation et forme du contrat

La forme retenue pour l'exécution du présent marché est mixte, avec une partie forfaitaire comprenant les missions de base et celles complémentaires, selon une DPGF, et une part à commande selon un BPU pour des éventuels compléments de missions selon les besoins du chantier.

Pour chaque lot, il y aura une tranche ferme pour la partie conception et une tranche optionnelle pour le suivi de l'exécution des travaux.

## **1.2 DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS**

### **1.2.1 Maitrise d'ouvrage, Maitrise d'œuvre, et OPC**

Le maître d'ouvrage est la Direction des investissements et du Patrimoine du Centre Hospitalier de Plaisir.  
La maîtrise d'œuvre est en cours d'attribution.  
La mission d'OPC sera assurée par la maîtrise d'œuvre.

### **1.2.2 Prestataire**

Le terme « titulaire » s'appliquera à l'entreprise désignée pour effectuer les prestations du présent marché. Dans le cadre de la description d'une mission, les termes « prestataire », ou encore « coordonnateur » désigneront la personne physique, travaillant pour le compte de l'entreprise titulaire du marché, qui effectue ladite mission.

### **1.2.3 Modalités de présence**

Au titre de chacune des missions, le prestataire devra assister à toutes les réunions, pour lesquelles il est explicitement convoqué, abordant les aspects relevant de ses domaines contractuels de prestations, et concernant le projet de construction. Il assistera notamment le maître d'œuvre dans les réunions éventuellement organisées par les partenaires publics : mairie, police nationale, pompiers, inspection du travail.... Il lui appartiendra enfin de se rendre sur le chantier chaque fois que le bon déroulement de sa mission et l'exercice de sa responsabilité l'imposeront.

## CHAPITRE 2 : LOT 01 : Mission de Contrôle Technique

### 2.1 OBJET DE LA PRESTATION

La prestation de contrôle technique a pour objet l'intervention du contrôleur technique dans la conception et l'exécution des travaux.

La mission de contrôleur technique sera conforme aux textes publiés au jour de la passation de marché et notamment :

- Les articles L. 111-23 à L. 111-26 et R. 111-38 à R.111-42 du code de la Construction et de l'Habitation ;
- Décret n°78 -1146 du 07/12/1978 - Décret n°99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des charges générales applicables aux marchés publics de contrôle technique ;
- Norme AFNOR NF P 03-100 du 20 septembre 1995 ;
- Arrêté du 26 novembre 2009 fixant les modalités d'accès à l'exercice de l'activité de contrôleur technique.

Le contrôle technique de construction intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement pendant laquelle ses interventions sont demandées par le maître d'ouvrage.

Outre les avis formulés tout au long de l'avancement du projet, il doit contractuellement fournir deux rapports principaux, l'un à l'issue de la phase conception (rapport initial de contrôle technique-RICT), l'autre à la fin des travaux (rapport final de contrôle technique-RFCT).

L'exécution des prestations du contrôle technique ont lieu au sein du centre hospitalier de Plaisir.

Dans le cadre de ses missions, le contrôleur technique doit notamment :

- Consigner le résultat de ses examens avec ou sans remarques, dans des rapports signés par un responsable qualifié ;
- Assister à toutes les réunions de chantier, que le maître d'ouvrage juge nécessaire, et répondre à toute convocation écrite que lui adresse le maître d'ouvrage ;
- Visiter le chantier aussi souvent que nécessaire pour renseigner le maître d'ouvrage par écrit ;
- Assister le maître d'ouvrage pour l'application des textes réglementaires en matière de sécurité incendie en phases avant projets ;
- Assister le maître d'ouvrage lors de la visite de la Commission de Sécurité et d'Accessibilité en fin de chantier.

Le Titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité du chantier pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.

### 2.2 ETENDUE DES MISSIONS

Ci-dessous l'ensemble des missions demandées au contrôleur technique :

**Au titre de la mission de base de contrôle technique** et ainsi que prévu par la réglementation en vigueur (Annexe A du CCTG Contrôle Technique), figurent les :

- **Mission L** : solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
- **Mission S (EI)** : sécurité des personnes (dans les ERP) ;

**Au titre des missions complémentaires définies par la norme NF P 03-100**, figurent les :

- **Mission BRD** : transport des brancards dans les constructions ;

- **Mission ENV** : environnement ;
- **Mission F** : fonctionnement des installations ;
- **Mission Hand** : accessibilité des constructions pour les personnes handicapées, y compris Attestation accessibilité handicapés à l'achèvement des travaux (suivant articles L - 111-7-4, R.111-19-19, R.111-19-20, R.111-19-21 et R.111-19-22 du Code de la Construction et de l'Habitation) ;
- **Mission GTB** : gestion technique des bâtiments ;
- **Mission HYSa** : application de la réglementation relative à l'hygiène et à la santé dans les constructions, pour les bâtiments autres qu'à usage d'habitation ;
- **Mission P1** : solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés ;
- **Mission Pha** : isolation acoustique pour les bâtiments autres qu'à usage d'habitation, y compris fourniture de l'Attestation de prise en compte de la réglementation acoustique prévue à l'article R111-4-2 du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- **Mission Th** : isolation thermique et économies d'énergie, en conformité avec la réglementation thermique ;
  - y compris fourniture de l'Attestation de prise en compte de la réglementation thermique et/ou environnementale prévue à l'article R111-20-3 du Code de la Construction et de l'Habitation,
  - y compris l'affichage du niveau énergétique (Diagnostic de Performance Energétique - DPE)
  - y compris la vérification des indicateurs Carbone pour le respect de la RE2020.

Au titre des missions complémentaires non définies par la norme NF P 03-100, figurent les :

- **Mission CONSUEL/ VAMST** : vérification de la conformité des installations électriques préalablement à la mise sous tension ;
- **Mission PV** : procès-verbal de recollement des PV ou attestations essais de vérification d'autocontrôle ;
- **Mission RVRAT** : rapport de Vérification Réglementaire Après Travaux ;
- **Mission VIEL** : conformité initiale des installations électriques (fourniture du rapport VIE).

La classification et la codification des missions sont celles définies à l'article 5 de la norme NF P 03-100 et dans le C.C.T.G. applicables aux marchés de contrôle technique.

## 2.3 NATURE DES ACTES ACCOMPLIS PAR LE CONTRÔLEUR TECHNIQUE

Pour remplir sa mission, le contrôleur technique est tenu d'accomplir un certain nombre d'actes, ceux-ci relevant des deux catégories suivantes :

- Actes techniques ;
- Actes d'information.

### 2.3.1 Actes techniques

Il s'agit de l'examen critique :

- Des documents, plans, notes de calcul et dessins définissant les produits, les ouvrages et équipements ainsi que les niveaux de performance attendus de ceux-ci ;
- Des dispositions prises par les constructeurs énumérés à l'article 1792-1 du Code Civil afin de s'assurer qu'ils effectuent de manière satisfaisante les vérifications techniques qui leur incombent ;
- Des ouvrages et équipements réalisés, et de la prise en compte des certificats ou attestations d'essais relatifs aux matériaux, composants ou équipements.

Pour que l'objectif de prévention fixé au contrôle technique puisse être atteint, les actes techniques du contrôleur ne peuvent se limiter à l'examen critique de documents réputés achevés ou d'ouvrages et équipements dont la réalisation est terminée. Au contraire, ces actes doivent s'échelonner tout au long des trois phases suivantes que sont :

- Le contrôle de documents de conception ;
- Le contrôle de documents d'exécution ;
- Le contrôle sur chantier de la réalisation des ouvrages et des équipements.

L'examen critique doit s'exercer de façon interactive avec la réalisation des prestations des divers constructeurs. Cela nécessite que le contrôleur technique participe à des réunions de mises au point techniques avec le maître d'ouvrage et ses assistants, les architectes, les bureaux d'études, les ingénieurs-conseils, les coordinateurs, les entrepreneurs, les fabricants, lors du choix des principales options. Le respect de cette condition est indispensable pour contribuer à la réalisation des ouvrages dans les conditions prévues de niveau technique, de coûts et de délais.

### 2.3.2 Actes d'informations

Il s'agit des avis exprimés au maître d'ouvrage pour lui rendre compte de l'examen critique effectué et lui faire connaître l'opinion du contrôleur technique, eu égard à la prévention des aléas techniques, sur :

La conception du projet ;

- Sa définition précise en vue de l'exécution ;
- La réalisation (fourniture et mise en œuvre) des ouvrages et équipements.
- Le résultat des vérifications finales.

Outre les différents rapports d'étapes ou comptes-rendus établis tout au long de sa mission, le contrôleur technique rend compte de son intervention dans quatre rapports principaux :

- Le rapport provisoire de contrôle technique sur la conception des ouvrages : ce rapport fondé sur l'examen des études d'avant-projet réalisées par la maîtrise d'œuvre a pour objectif principal de prévenir l'ensemble des aléas relatifs à l'acte de construction ; ce rapport doit être transmis au maître d'ouvrage sept jours après transmission de l'étude d'avant-projet pour permettre le dépôt du permis de construire par le maître d'ouvrage ;
- le rapport de contrôle technique relatif au contrôle des documents de conception ; ce RICT doit être adressé au maître d'ouvrage avant diffusion du dossier de consultation des entreprises (DCE) ; à l'issue de la période de mise au point des marchés, le contrôleur technique adresse un complément à ce rapport pour tenir compte des éventuelles modifications apportées par les entrepreneurs ; ce complément de rapport doit être transmis au maître d'ouvrage au plus tard avant le lancement de la période de préparation de chantier ;
- le rapport de vérifications réglementaires après travaux : précédé du pré-RVRAT, il doit être adressé au maître d'ouvrage ) l'issue des levées de réserves ; il doit, le cas échéant, particulier récapituler les observations formulées par le contrôleur technique et qui, à sa connaissance, n'ont pas été suivies d'effet ; ce rapport peut être complété dans un second temps, sur demande du maître d'ouvrage à partir des informations complémentaires éventuellement transmises par lui, dans le délai de deux mois après les levées de réserves ;
- Le rapport final de contrôle technique (relatif à la totalité de la mission) : il doit être adressé au maître d'ouvrage à l'issue de la GPA ; il doit en particulier récapituler les observations formulées par le contrôleur technique et qui, à sa connaissance, n'ont toujours pas été suivies d'effet.

### 2.3.3 Actes types

Les actes techniques ou d'information que le contrôleur technique est tenu d'accomplir pour remplir sa mission sont dénommés actes types.

Le contrôleur technique est seul juge, sous sa propre responsabilité, du choix méthodologique des vérifications auxquelles il procède par échantillonnage pour les actes répétitifs.

Le maître d'ouvrage dans le cadre de ses besoins spécifiques de prévention peut confier au contrôleur technique des actes complémentaires aux actes types, dont le contenu est défini conjointement, notamment au plan de la préfabrication ou de la fabrication en usine (rémunération sur la base la mission de conseil et d'assistance ponctuels, cf. article 2.1.20.6).



### 2.3.4 Eléments soumis au contrôle

En complément de l'annexe B du décret n°99-443 du 28 mai 1999, il est précisé que, pour l'exercice de sa mission, le contrôleur technique doit contrôler tous les documents spécifiques au projet de construction qui lui sont soumis qu'il s'agisse des documents d'étude de conception (avant-projet, projets, DCE), des documents relatifs au marché de travaux, des documents.

Sans que cette liste soit exhaustive, ces documents comprennent tous les plans, devis descriptifs, notes de calcul, certificats et attestation, attestations d'essais, rapports, etc.

Par ailleurs, pendant la réalisation des ouvrages, le contrôleur technique doit mener par des moyens qui lui sont propres tous les contrôles permettant de contribuer à prévenir les aléas techniques.

Il est précisé à cet égard que même lorsque les entrepreneurs ont mis en place des méthodes d'autocontrôle, il appartient au contrôleur technique de s'assurer par des moyens qui lui sont propres de l'efficacité de l'autocontrôle des entrepreneurs.

Les aléas techniques que le contrôleur technique doit contribuer à prévenir sont ceux faisant partie des éléments de mission qui lui sont confiés.

## 2.4 CONTENU DES AVIS

L'avis du contrôleur technique porte notamment sur les problèmes qui concernent la solidité de l'ouvrage et la sécurité des personnes, et sur l'appréciation des autres éléments relevant de sa mission.

En aucun cas le contrôleur technique ne doit proposer de solution. Il doit uniquement donner un avis sur les solutions envisagées par le maître d'œuvre et leur traduction par les opérateurs économiques chargés des travaux.

L'avis doit être clair et explicite : le maître d'ouvrage n'accepte pas d'avis tels que « il serait souhaitable que... » ; une proposition examinée par le contrôleur technique est acceptable ou ne l'est pas, le contrôleur technique pouvant ensuite préciser sous quelles conditions la proposition peut être acceptable.

Le maître d'ouvrage peut demander au contrôleur de justifier tout avis qu'il formule.

Si le maître d'ouvrage considère que l'avis n'est pas motivé, il est en droit de le refuser. Les avis non motivés peuvent être rejetés par le maître d'ouvrage après discussion préalable avec le maître d'œuvre.

En cas de difficulté technique particulière, de litige ou de contestation portant sur des dimensionnements d'ouvrage, de parties ou d'éléments d'ouvrage, le contrôleur technique doit être en mesure, sur demande du maître d'ouvrage, de fournir un avis explicite sur les calculs justificatifs établis par le concepteur.

Le contrôleur technique émet des avis suspendus quand les dispositions soumises à son contrôle, n'étant pas de nature à motiver un avis défavorable, sont toutefois trop générales pour justifier un avis favorable en l'absence de précisions complémentaires. Ce cas se produit notamment pendant la phase de conception.

Aucun avis suspendu ne subsiste dans le rapport final.

Le maître d'ouvrage doit faire en sorte que soient fournies au plus tôt les informations permettant au contrôleur technique de lever les avis suspendus.

En théorie, dans toutes les phases du projet, il n'appartient pas au contrôleur technique d'assurer le suivi de ses avis. Néanmoins, il se doit de signaler qu'à sa connaissance, certains avis n'ont pas été suivis d'effets.

C'est au maître d'ouvrage qu'il incombe de faire respecter ou pas les avis du contrôleur par les entreprises.

Le RFCT n'est en aucun cas un rapport de vérifications techniques sur l'ouvrage terminé.

## 2.5 RECAPITULATIF DES LIVRABLES ATTENDUES

- Phase programmation :
  - ESQ : Avis sur esquisse
- Phase conception
  - APS : Rapport sur APS
  - APD : Rapport sur APD
  - PC :
    - Rapport sur PC,
    - Attestation de prise en compte de la réglementation parasismique
  - PRO : Rapport sur PRO
  - DCE :
    - Rapport sur DCE
    - Rapport initial de contrôle technique
- Phase exécution Visa/Exe et DET :
  - Examens et avis des documents d'exécution fournis par les entreprises
  - PV de validation
  - Participation à des réunions de mises au point technique
- Phase de réalisation
  - Suivi de chantier : Avis / PV de validation
  - Visites du chantier : CR de visite/réunion et Avis
  - Commission de sécurité : RVRAT
- Phase réception :
  - Participation à la réception de chantier
  - Rapport final avant réception (RFCT)
  - Attestation provisoire de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées
  - Attestation thermique
  - Rapport VIEL
- Phase GPA
  - Levée des réserves et mise à jour du RFCT, RVRAT et rapport VIEL
  - Attestation définitive de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées après réception.
  - Attestation définitive de prise en compte de la réglementation thermique à l'achèvement des travaux.

## 2.6 AUTORITE DU CONTROLEUR TECHNIQUE

Le contrôleur technique examine les dispositions prises, les calculs effectués et les plans fournis par tous les intervenants dans la conception et la réalisation de l'ouvrage au regard des dispositions réglementaires et des normes en vigueur et ce, dans les domaines d'intervention le concernant.

Le contrôleur technique informe le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, de manquements graves aux obligations réglementaires en matière d'exécution des travaux sur les chantiers.

## 2.7 DESCRIPTION DES MISSIONS

Les différentes missions du contrôleur technique sont décrites dans l'annexe A du CCTG-CT et la norme NF P03-100.

Chaque mission de base ou complémentaire a un objet distinct qui correspond à un aléa technique particulier. Lorsqu'une opération couvre plusieurs aléas techniques, alors la mission est la somme de plusieurs missions élémentaires, et est dite mission composée.

Les missions confiées au contrôleur technique sont soit une mission de base obligatoire soit une mission composée de la mission de base obligatoire associée à une ou plusieurs missions complémentaires.

## 2.7.1 MISSION L RELATIVE A LA SOLIDITE DES OUVRAGES ET DES ELEMENTS D'EQUIPEMENT INDISSOCIABLES

### *Etendue de la mission*

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission L, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipements indissociables qui la constituent.

### *Ouvrages soumis au contrôle technique*

La mission L porte, dans la mesure où ils font partie des marchés des travaux communiqués au contrôleur technique, sur les ouvrages et éléments d'équipement suivants :

- Les ouvrages de réseaux divers et de voirie (à l'exclusion des couches d'usure des chaussées et des voies piétonnières) dont la destination est la desserte privative de la construction ;
- Les ouvrages de fondation ;
- Les ouvrages d'ossature ;
- Les ouvrages de clos et de couvert ;
- Pour les bâtiments, les éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages énumérés ci-dessus.

La mission L ne porte pas sur les travaux préparatoires, tels que : démolitions, terrassements, blindages, coffrages, étalements, échafaudages, levages, manutentions.

## 2.7.2 MISSION S, RELATIVE A LA SECURITE DES PERSONNES DANS LES CONSTRUCTIONS

### *Étendue de la mission*

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission S, sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées. La mission ne s'étend pas à la sécurité des personnes pendant toute la durée des travaux.

Au titre de la mission S, la solidité n'est pas contrôlée.

### *Ouvrages soumis au contrôle technique*

La mission S porte sur les ouvrages et éléments d'équipement faisant partie des marchés de la construction communiqués au contrôleur technique et visés du point de vue de la sécurité des personnes par la réglementation technique applicable à la construction du fait de sa destination, telle que définie au permis de construire.

Relèvent notamment de la mission du contrôleur technique, sous réserve de l'évolution des textes réglementaires :

- Les dispositions relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique : comportement au feu des matériaux et éléments de construction, isolement, desserte, cloisonnement et dégagements, moyens de secours, dispositifs d'alarme et d'alerte, équipements de désenfumage naturel ;
- Les installations de chauffage, ventilation, conditionnement d'air, réfrigération et équipements de désenfumage mécanique ;
- Les installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Les conduits de fumée ;
- Les ascenseurs, monte-charges, escaliers mécaniques, trottoirs roulants ;
- Les nacelles suspendues d'entretien de façades ;
- Les portes automatiques ;
- Les appareils et installations sous pression de vapeur ou de gaz ;
- Les garde-corps et fenêtres basses ;

### *Cas particuliers des IGH et ERP (Mission SEI)*

La mission comprend :

- des prestations de contrôle technique pour lesquelles le contrôleur technique déclare être titulaire de l'agrément nécessaire délivré par le ministre chargé de la construction dans les conditions fixées à l'article R125-1 du CCH ;
- des prestations de vérifications techniques pour lesquelles le contrôleur technique déclare être titulaire des agréments nécessaires délivrés par le ministre de l'Intérieur et les ministres intéressés dans les conditions fixées, pour les ERP, à l'article R143-34 et, pour les IGH, à l'article R146-20 du CCH.

La mission porte, dans la mesure où ils font partie des marchés de travaux communiqués au contrôleur technique, sur les ouvrages et éléments d'équipement visés, du point de vue de la sécurité des personnes, par le règlement de sécurité ERP (arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) ou le règlement de sécurité IGH (arrêté du 30 décembre 2011 modifié portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique).

Il est rappelé que le maître de l'ouvrage est tenu de produire le rapport final du contrôleur technique avant la visite de la commission de sécurité préalable à l'ouverture de l'ERP ou à l'occupation de l'IGH. Pour lui permettre d'établir en temps utile le rapport final, le maître d'ouvrage s'engage à communiquer au contrôleur technique, ou à lui faire communiquer, au plus tard 15 jours avant la date de transmission dudit rapport à la commission de sécurité, les justificatifs nécessaires à l'exercice de sa mission (tels que certificats et procès-verbaux apportant la preuve des qualités de comportement au feu des matériaux et éléments de construction) et qui ne lui auraient pas encore été transmis.

Pour les ERP des quatre premières catégories au sens du règlement de sécurité ERP, le rapport final est établi sous la forme du rapport de vérification prévu à l'article GE 9 dudit règlement.

La vérification, par rapport à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (code de l'environnement Livre V – Titre 1er et décrets d'application), des installations classées qui sont incluses dans les ERP, ne fait pas partie de la mission SEI, mais peut faire l'objet d'une mission particulière ENV sur demande du maître d'ouvrage. Toutefois, pour les installations classées citées dans le règlement de sécurité ERP, les isolements et les intercommunications sont examinées au titre de la mission SEI.

Dans le cadre de sa mission, le contrôleur technique formule un avis sur la notice de sécurité établie par les constructeurs et destinée à être jointe à la demande de permis de construire. La participation aux réunions de travail, en vue de l'établissement de ladite notice par les constructeurs, peut faire l'objet d'une mission particulière sur demande du maître de l'ouvrage.

### **2.7.3 MISSION P1, PORTANT SUR LA SOLIDITE DES ELEMENTS D'EQUIPEMENT NON INDISSOCIABLEMENT LIES**

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission P1 sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés visés à l'article 1792-3 du Code civil.

### **2.7.4 MISSION ENV, RELATIVE A L'ENVIRONNEMENT**

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôleur technique contribue au titre de la mission ENV sont ceux qui, générateurs d'incendie et d'explosion, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement.

La mission ENV porte sur les ouvrages et éléments faisant partie des marchés de la construction communiqués au contrôleur technique et visés, du point de vue des risques d'incendie et d'explosion, par la législation et la réglementation relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement applicables à la construction du fait de sa destination telle que définie dans le dossier de déclaration ou de demande d'autorisation

Ne relèvent pas de la mission les équipements et aménagements spécifiques des activités professionnelles, à l'exception de ceux, énumérés dans le marché, qui ont conduit au classement des installations en raison des risques d'incendie et d'explosion visés par la législation relative à la protection de l'environnement.

#### 2.7.5 MISSION HYS, RELATIVE A L'HYGIENE ET A LA SANTE DANS LES CONSTRUCTIONS

La mission est dénommée HYSH lorsqu'elle porte sur des bâtiments d'habitation et HYSA lorsqu'elle concerne des bâtiments autres que d'habitation.

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire, dans les constructions achevées, aux prescriptions réglementaires relatives à l'hygiène et la santé en ce qui concerne :

- L'aération des locaux à pollution non spécifique (ventilation naturelle ou mécanique, ouvrants, évacuation des produits de combustion) ;
- La distribution d'eau (distribution d'eau froide, production et distribution d'eau chaude) ;
- Les installations sanitaires (existence et implantation des installations) ;
- Les installations d'évacuation des eaux usées (eaux ménagères et eaux-vannes) ;
- L'évacuation des ordures ménagères (local poubelle, vide-ordures).

En ce qui concerne la prévention du risque lié à la présence de légionnelles, ou autres germes pathogènes dans les circuits de distribution d'eau et de traitement d'air, la mission comprend uniquement le contrôle en phase conception de l'application des dispositions techniques de l'article 36.2 de l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public modifié par l'arrêté du 30 novembre 2005 et de l'annexe technique de la circulaire interministérielle DGS/SD7A/DSC/DGUHC/DGE/DPPR n° 2007-126 du 3 avril 2007 relative à la mise en œuvre de l'arrêté du 30 novembre 2005 modifiant l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation ou des locaux recevant du public.

#### 2.7.6 MISSION F, RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS

##### *Etendue de la mission*

Les aléas que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui découlent d'un mauvais fonctionnement des installations.

Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité, pour une installation, à la mise en exploitation, d'assurer le service demandé dans les conditions de performance imposées par les prescriptions techniques contractuelles telles que figurant dans les marchés de travaux et transmises au contrôleur technique et, quand ils existent, par les textes techniques à caractère réglementaire ou normatif.

L'intervention du contrôleur technique comporte la vérification des moyens mis en œuvre par les maîtres d'œuvre, bureaux d'études et entreprises en vue d'atteindre l'objectif susmentionné au deuxième paragraphe.

Elle porte sur les documents de conception et d'exécution des installations, les rapports ou comptes rendus d'autocontrôle des entreprises, le résultat des procès-verbaux des essais des installations.

Il appartient au maître de l'ouvrage de communiquer ou faire communiquer au contrôleur technique tous documents utiles à l'exercice de sa mission.

Les avis émis par le contrôleur technique pendant les phases de conception et d'exécution ne peuvent constituer qu'une présomption de la capacité des installations à respecter l'objectif susmentionné, le respect dudit objectif ne pouvant être constaté que par la réalisation, par les entreprises, de mesures ou d'essais en fin de travaux.

La présence du contrôleur technique lors de la réalisation des mesures et essais susvisés n'est pas comprise dans la mission.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître d'ouvrage s'engage à communiquer l'ensemble des documents attestant des autocontrôles effectués par les installateurs lors de la mise en service des installations.

Doivent également être communiqués au contrôleur technique tous les éléments (notes de calcul, caractéristiques des matériels) justifiant le bon dimensionnement des installations, avec les plans, schémas et détails d'exécution correspondants.

La mission ne comporte pas l'appréciation des conditions (manuelles ou automatisées) de gestion et d'exploitation et ne porte pas sur la nécessité, ni sur les modalités de maintenance.

#### ***Ouvrages soumis au contrôle technique***

La mission du contrôleur technique porte sur tout ou partie des installations suivantes :

- Réseaux d'alimentation en eau, de chauffage, d'assainissement.
- Chauffage, conditionnement d'air, ventilation mécanique.
- Installations électriques intérieures (courants forts), éclairage extérieur.
- Ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, portes automatiques. • Portes et portails automatiques de garages et/ou de parkings.
- Production et distribution d'eau chaude, distribution d'eau froide, évacuations.

La mission est dite complète quand elle intègre toutes les installations susmentionnées dans le cadre d'une opération.

#### ***Exécution de la mission***

Au stade de la conception, le contrôleur technique procède à l'examen et à l'analyse des dispositions techniques des devis descriptifs, plans et autres documents qui lui sont communiqués se rapportant aux ouvrages soumis au contrôle et destinés à la consultation des entreprises.

Cet examen porte sur :

- La conformité aux dispositions relatives au fonctionnement des installations ;
- La définition des niveaux de performance exigés par le maître d'ouvrage ;
- Les dispositions des documents techniques contractuels relatives aux essais et vérifications que doivent effectuer les entreprises.

À la fin de cette première phase de mission, le contrôleur technique adresse au maître d'ouvrage un rapport résumant ses avis sur les documents examinés. Au stade de l'exécution, le contrôleur technique donne un avis sur les documents techniques justificatifs fournis par l'entreprise, qui ont permis à celle-ci de dimensionner les installations et d'établir les plans d'exécution.

Au stade du chantier, le contrôleur technique

- Procède à l'examen des conditions dans lesquelles s'effectuent les vérifications techniques et essais de fonctionnement auxquels sont tenus les constructeurs pour leurs propres prestations ;
- S'assure que les résultats des procès-verbaux d'essais que le maître d'ouvrage lui fait parvenir, sont satisfaisants eu égard aux niveaux de performance définis ;
- Examine par sondage, lors de ses visites de chantier, les ouvrages et équipements concernés par la mission et transmet son avis au maître d'ouvrage.

Les examens ne portent que sur les parties visibles et accessibles au moment des visites du contrôleur technique qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif. En fin de chantier, le contrôleur technique examine les procès-verbaux, établis par les entreprises, des essais et vérifications qu'elles ont effectués. Il vérifie que les résultats mentionnés sur ces procès-verbaux sont satisfaisants.

#### **Cas particuliers des appareils de transport**

En complément, la mission du contrôleur technique porte aussi sur :

- Le dimensionnement des appareils ;
- L'accès aux installations (gaine, cabine, machinerie) ;

- Les dispositions constructives du local machinerie (ventilation, éclairage, dimensions) ;
- Le raccordement électrique depuis les services généraux (calibre et calcul des installations électriques) ;
- Le dimensionnement de la machinerie et des organes de traction ;
- Les dispositifs de commandes et de moyens de communication.
- Au stade de l'exécution, le contrôleur technique donne un avis sur les documents techniques justificatifs fournis par l'entreprise, qui ont permis à celle-ci de dimensionner les installations et d'établir les plans d'exécution, en conformité aux agréments « CE » ;
- Au stade du chantier, il s'assure que les résultats des procès-verbaux d'essais que le maître d'ouvrage lui fait parvenir, sont satisfaisants eu égard aux niveaux de performances définis, et de l'agrément « CE » ;
- en fin de chantier, l'examen porte sur :
  - Les vérifications préalables aux essais ;
    - Vérification de l'alignement et du parallélisme des guides de cabine et de contrepoids ;
    - Vérification de l'alignement des arbres de la machine ;
    - Vérification des dimensions de la cabine, de ses équipements (commandes, communication bidirectionnelle, marquage, ...) ;
    - Vérification des dispositions constructives du local machinerie (ventilation, éclairage, dimensions) ;
    - Vérification des portes de cabine et palières ;
- Essais et vérification du fonctionnement normal : parcours à vide suivi d'un parcours avec charge nominale, en montée et en descente avec arrêts à tous les niveaux au cours desquels sont vérifiés, selon les prescriptions contractuelles du marché de travaux :
  - Le bon fonctionnement des portes de cabines et palières, des dispositifs de commande et de communication bidirectionnelle ;
  - La précision des arrêts ;
  - Essai de vitesse ;
  - Vérification de l'équilibrage ;
  - Vérification du fonctionnement des signalisations ;
  - Vérification des temporisations ;
  - Vérification du temps d'ouverture et de fermeture des portes automatiques ;
- Essais d'endurance pour les appareils dont le moteur de traction est alimenté en courant alternatif.

#### ***Cas particuliers des portes automatiques et équipements assimilés***

En complément outre l'adéquation du matériel proposé aux performances exigées au marché de travaux, la mission du contrôleur technique porte aussi sur :

- L'adaptation du nombre de cycles par rapport au trafic ;
- La classe d'utilisation.
- En fin de chantier, l'examen porte sur les :
  - Vérifications de l'existence des dispositifs et des dispositions prises en vue d'assurer le fonctionnement normal des installations :
  - Vérification de la réalisation du guidage des portes, portails et contrepoids ;
  - Vérification de l'emplacement et de l'accessibilité des dispositifs de commande ;
  - Vérification de l'adaptation du matériel aux influences externes ;
  - Vérification de l'alimentation électrique ;
- Essais permettant de vérifier l'efficacité des dispositifs et dispositions mis en œuvre :
  - Ouverture et fermeture de la porte ou du portail ;
  - Temporisation avant fermeture ;
  - Fonctionnement des dispositifs de détection de présence ;
  - Fonctionnement des signalisations de trafic ;
  - Résistance à l'intrusion ;
- Vérification portant sur les dispositions prises en cas d'anomalies ;
- Vérification des essais d'endurance réalisés par le fabricant.

### 2.7.7 MISSION PH, RELATIVE A L'ISOLATION ACOUSTIQUE

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires quand elles existent ou aux prescriptions contractuelles retenues par le maître d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique relativement à l'isolation acoustique des bâtiments.

En cas de demande de label, il est précisé que la mission du contrôleur technique dans le domaine de l'acoustique porte sur le contrôle de la mise en œuvre des matériels et matériaux nécessaires à l'obtention du label pendant la phase chantier.

Elle porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction desdites prescriptions.

La mission ne porte pas sur les nuisances phoniques générées par l'ouvrage à son environnement ni sur sa protection contre les bruits de voisinage.

La protection contre les bruits de voisinage provenant des voies terrestres et zones aéroportuaires classées est prise en compte par le contrôleur technique.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître d'ouvrage s'engage à communiquer les isoléments de façade requis, les prescriptions contractuelles au regard desquelles le contrôleur technique exerce sa mission en l'absence de prescriptions réglementaires, les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par des laboratoires spécialisés justifiant de la qualité acoustique des éléments particuliers de la construction ainsi que les études justificatives des constructeurs.

L'intervention du contrôleur technique comprend :

- Examen des documents de conception ;
- Examen des documents d'exécution ;
- Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipement par échantillonnage, le contrôle s'exerçant sur un nombre limité d'éléments, appelés unités d'examen, précisé aux conditions particulières ;
- Réalisation de mesures acoustiques en fin de chantier.

Le contrôleur technique adresse au maître de l'ouvrage son rapport indiquant les résultats des mesures, par rapport aux exigences contractuelles qui lui ont été indiquées.

### 2.7.8 MISSION TH, RELATIVE A L'ISOLATION THERMIQUE ET AUX ECONOMIES D'ENERGIE

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires relatives à l'isolation thermique et aux économies d'énergie ou aux prescriptions contractuelles prévues par le maître d'ouvrage, notamment de la performance énergétique réglementaire de la construction neuve achevée ou du bâtiment existant rénové.

En cas de demande de label, il est précisé que la mission du contrôleur technique dans le domaine de l'isolation thermique et des économies d'énergie porte sur le contrôle de la mise en œuvre des matériels et matériaux nécessaires à l'obtention du label pendant la phase chantier.

Elle porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique des bâtiments, les systèmes de chauffage, climatisation, production d'eau chaude sanitaire, la ventilation et les régulations de ces systèmes, ainsi que, dans les cas prévus par la réglementation, sur les équipements de production d'énergie dite renouvelable, dans la mesure où ils figurent dans les marchés de travaux communiqués au contrôleur technique, étant précisé que leur examen est effectué exclusivement sous l'angle de l'isolation thermique, des économies d'énergie ou de la performance énergétique réglementaire.

Les aléas techniques relatifs à la performance énergétique réglementaire, que le contrôleur technique contribue à prévenir au titre de la présente mission, concernent :

- Le respect des obligations de moyens ou des caractéristiques thermiques minimales prévues par les réglementations thermiques ;
- Les modalités de réalisation du calcul des coefficients exprimant la performance énergétique conventionnelle réglementaire ;



- La qualité des données prises en compte dans les calculs des coefficients exprimant la performance énergétique réglementaire.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître de l'ouvrage s'engage à communiquer :

- Les devis descriptifs, plans et autres documents techniques concernant les bâtiments, l'implantation et la destination des locaux, les spécifications techniques des systèmes ainsi que les notes de calcul des coefficients réglementaires et les schémas de distribution précisant les répartitions des circuits, le comptage et la régulation ;
- Les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par des laboratoires spécialisés justifiant de la qualité thermique des éléments particuliers de la construction ;
- Les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par les entreprises avant réception sur l'installation de ventilation mécanique ;
- Le récapitulatif standardisé d'étude thermique simplifié et l'attestation relative à la prise en compte de la réglementation thermique prévue à l'article R122-22 du CCH et l'arrêté du 11 octobre 2011 relatif aux attestations de prise en compte de la réglementation thermique établie par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage et jointe à la demande de permis de construire ;
- Les documents de conception et d'exécution des ouvrages précisant l'implantation des équipements et locaux ainsi que leur destination, les spécifications techniques des ouvrages, matériaux et systèmes, les notes de calcul de la performance énergétique réglementaire (sous forme papier et au format informatique prévu par la réglementation) ainsi que les schémas de distribution précisant les répartitions des circuits, le comptage, la régulation et la programmation ;
- La justification, dans les conditions prévues par la réglementation, des caractéristiques thermiques des produits et équipements mis en œuvre.

Le maintien dans le temps du niveau de performance énergétique réglementaire n'est pas contrôlé au titre de la mission.

L'adaptabilité de l'ouvrage à la mise en place d'un système de chauffage utilisant une énergie autre que celle d'origine n'est pas contrôlée au titre de la mission.

Les essais et mesures nécessaires à la vérification de la performance du bâti ou des équipements, et notamment les essais de perméabilité à l'air, ne sont pas prévus dans la mission.

Les avis émis par le contrôleur technique pendant les phases de conception et d'exécution ne peuvent constituer qu'une présomption de la capacité de l'ouvrage à respecter les objectifs réglementaires.

#### **2.7.9 MISSION HAND, RELATIVE A L'ACCESSIBILITE DES CONSTRUCTIONS POUR PERSONNES A MOBILITE REDUITE**

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission Hand sont ceux qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction de ces exigences réglementaires, tant au niveau de l'accessibilité des constructions elles-mêmes que pour les circulations intérieures et l'adaptabilité des logements, l'accessibilité aux places de stationnement.

#### **2.7.10 MISSION ATT HAND, RELATIVE A L'ATTESTATION LIEE A LA VERIFICATION DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX AUX REGLES D'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES)**

La mission Att Hand est relative à la délivrance d'une attestation de conformité constatant le respect des règles concernant l'accessibilité et établie sur le modèle annexé à l'arrêté du 3 décembre 2007 modifiant l'arrêté du 22 mars 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R111-19-21 et R111-19-24 du CCH (désormais articles R122-15 et R122-19 du CCH), relatives à l'attestation constatant que les travaux sur certains bâtiments respectent les règles d'accessibilité aux personnes handicapées.

Cette attestation dite d'accessibilité est prévue aux articles L122-9 et R165-3 du CCH.

La mission ne comprend pas de vérifications ou d'inspections dans les phases conception ou construction de l'ouvrage (celles-ci sont menées dans le cadre de la mission Hand).

Elle est limitée à l'examen des documents constructifs justificatifs (permis de construire, DCE, DOE, tout document permettant d'attester du respect des règles d'accessibilité) et à la vérification par relevés in situ que les agencements réalisés sont en mesure de garantir l'accessibilité aux personnes handicapées.  
La mission s'achève à la remise de l'attestation d'accessibilité.

#### **2.7.11 MISSION BRD, RELATIVE AU TRANSPORT DES BRANCARDS DANS LES CONSTRUCTIONS**

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission BRD sont ceux qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives au transport des brancards dans les constructions à usage d'habitation. La mission porte sur les cheminements (circulations horizontales et verticales) permettant le passage des brancards jusqu'aux ou à partir des logements.

#### **2.7.12 MISSION GTB, RELATIVE A LA GESTION TECHNIQUE DES BATIMENTS**

La mission GTB vient en complément des missions relatives à la sécurité des personnes et au fonctionnement des installations.

Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de prévenir sont ceux qui découlent d'un mauvais fonctionnement du système de gestion technique du bâtiment (GTB). Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité pour le système de GTB d'assurer, à la mise en exploitation, le service demandé dans le cahier des charges imposé par le maître d'ouvrage aux entreprises.

La définition des critères et niveaux de qualité du système de GTB relève du maître d'ouvrage qui fait connaître de façon précise au contrôleur technique ses exigences en la matière et lui communique en conséquence le cahier des charges susvisé.

L'installation soumise au contrôle est celle assurant la gestion des équipements contrôlés au titre de la mission relative au fonctionnement des installations ainsi que des équipements anti-intrusion et de contrôle d'accès dans la mesure où ils sont associés au système de gestion technique du bâtiment.

Le contrôle technique porte sur les éléments du système de GTB énumérés ci-après pour autant qu'ils se rapportent aux équipements portant sur les ouvrages et éléments faisant partie des marchés de la construction communiqués au contrôleur technique et visés, du point de vue des risques d'incendie et d'explosion, par la législation et la réglementation applicables à la construction du fait de sa destination telle que définie dans le dossier de déclaration ou dans la demande d'autorisation :

- Capteurs et actionneurs ;
- Liaisons par câbles ;
- Unités locales, centrales et périphériques ;
- Liaisons vers le réseau public.

Les avis émis par le contrôleur technique pendant les phases de conception et d'exécution ne peuvent constituer qu'une présomption de la capacité du système de GTB à satisfaire aux prescriptions imposées par le maître d'ouvrage aux entreprises, la conformité à ces prescriptions ne pouvant être constatée que par la réalisation de mesures en fin de travaux. Il appartient au maître d'ouvrage de communiquer au contrôleur technique les résultats des mesures et essais effectués par les entreprises afin que celui-ci s'assure que les résultats sont satisfaisants au regard des performances définies dans le cahier des charges des entreprises.

#### **2.7.13 MISSION PV, RELATIVE AU RECOLEMENT DES ATTESTATIONS D'ESSAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ACQ DES INSTALLATIONS TECHNIQUES**

La mission PV était initialement prévue au décret n°92-1186 du 30 octobre 1992 relatif au CCTG-CT, abrogé et remplacé depuis lors par le décret n°99-443 du 28 mai 1999 modifié relatif au CCTG-CT.  
Ce dernier ne reprend pas cette mission.

La mission est reprise au présent cahier des charges et concerne le récolement et l'exploitation des procès-verbaux d'essais de réception des équipements et avis sur ces PV : défaut d'essais de réception, résultats d'essai non satisfaisants, en termes d'exigences relatives à l'hygiène, la santé, l'environnement et la sécurité d'utilisation pour la totalité des ouvrages et équipements visés par la mission.

La mission, anciennement et éventuellement dénommée « récolement des Procès-Verbaux COPREC des installations techniques », fait référence au document technique COPREC CONSTRUCTION n°1 et n°2 d'octobre 1998 publié dans le supplément du MONITEUR n° 4954 en date du 6 novembre 1998 (COPREC : comité professionnel de la prévention et du contrôle technique dans la construction, de venu FILIANCE, filière de confiance, en 2021)

Des modèles d'attestations d'essai de fonctionnement ont été réalisés en 2016 par l'Agence Qualité Construction (AQC), qui se substituent aux modèles dénommés « PV COPREC », « Essais COPREC n°1 » ou encore « Essais COPREC n°2 ».

La mission comporte le récolement des essais et vérifications que doivent effectuer les entreprises sur les installations et équipements suivants :

- Ascenseurs, monte-charge, portes automatiques et portails motorisés de garage et parkings ;
- Chauffage, conditionnement d'air, ventilation mécanique contrôlée,
- Plomberie, réseau d'alimentation en eau, réseau d'évacuation ;
- Installations électriques, portiers électroniques, antennes collectives de télévision et/ou réseaux câblés.

Pendant la phase de conception du projet, avant signature des marchés de travaux, le contrôleur technique vérifie que la liste des essais et vérifications d'autocontrôle figure dans les documents techniques destinés à la consultation des entreprises.

Avant réception des travaux, le contrôleur technique examine les procès-verbaux, établis par les entreprises, des essais et vérifications qu'elles ont effectués.

Il vérifie que les résultats mentionnés sur ces procès-verbaux sont satisfaisants.

La mission comporte donc les prestations suivantes :

- L'analyse des documents de consultation des entreprises et un avis quant à la prise en compte des essais et vérifications prévues ;
- Le récolement des procès-verbaux d'essais et vérifications d'autocontrôle que doivent effectuer les entreprises sur les installations ;
- Un avis sur les résultats de ces procès-verbaux.

Les vérifications et essais concernés, réalisés par les entreprises, ont pour but de s'assurer du bon fonctionnement des installations, dans des conditions normales d'utilisation, indépendamment des essais et vérifications effectuées dans le cadre de la sécurité des personnes.

Les installations concernées sont les suivantes, sous réserve qu'elles existent dans l'opération objet de la mission :

- Ascenseurs et monte-charges ;
- Portes et portails automatiques ;
- Réseaux de distribution collective et radiodiffusion ;
- Installations électriques ;
- Portiers électroniques ;
- Conditionnement d'air ;
- Ventilation mécanique ;
- Chauffage ;
- Plomberie sanitaire ;
- Réseau d'alimentation en eau ;
- Réseaux d'évacuation

#### 2.7.14 La vérification réglementaire après travaux (VRAT)

L'arrêté du 28 mars 2007 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP), et l'article GH 5 de l'arrêté du 30 décembre 2011 portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur (IGH) et leur protection contre les risques d'incendie et de panique impose de réaliser des vérifications réglementaires après travaux (VRAT).

Ces vérifications peuvent être effectuées en phase de construction et/ou après travaux. Le résultat de ces visites permet de fournir, dans le cadre d'un référentiel préalablement défini, l'évaluation de la conformité de l'opération de travaux vérifié par rapport aux dispositions réglementaires.

Ces vérifications font l'objet d'un RVRAT.

La mission auxiliaire VRAT intègre les missions réglementaires de base suivant les arrêtés du 28 mars 2007 et 30 décembre 2011 susmentionnés.

Les vérifications dans les établissements neufs ou ayant fait l'objet de travaux sont réalisées à l'issue des visites effectuées pendant la phase construction par le(s) vérificateur(s) technique(s) au sein de l'établissement.

Au cours de ces visites, ils doivent réaliser des examens par sondage et s'assurer que les constructeurs et les installateurs ont effectué les autres vérifications et essais exhaustifs qui leur incombent.

Le résultat de ces visites permet de fournir à un maître d'ouvrage ou à un exploitant, dans le cadre d'un référentiel préalablement défini, l'évaluation de la conformité de l'objet vérifié en fin de travaux par rapport aux dispositions réglementaires.

Cette évaluation est effectuée selon les méthodes suivantes :

- Examen des documents de conception et d'exécution ;
- Examen des justificatifs fournis (procès-verbaux de classement de comportement au feu des matériaux et éléments de construction, attestations de conformité, certificats de conformité, plans et schémas, notes de calcul, etc.).

#### 2.7.15 La vérification initiale des installations électriques (VIEL)

La réglementation relative à la prévention des risques électriques est rappelée dans la circulaire DGT 2012/12 du 9 octobre 2012 relative à la prévention des risques électriques.

Cette vérification est prévue à l'article R4226-14 du Code du travail et fait suite aux réalisations d'installations électriques permanentes nouvelles ainsi que les adjonctions ou modifications de structure d'installations électriques permanentes existantes.

Les processus et modalités relatives à cette mission sont décrits aux arrêtés du :

- 21 décembre 2011 relatif aux modalités d'accréditation des organismes chargés des vérifications initiales des installations électriques et sur demande de l'inspection du travail, pris en application de l'article R4226-15 du Code du travail ;
- 22 décembre 2011 relatif aux critères de compétence des personnes chargées d'effectuer les vérifications périodiques des installations électriques et de mettre en œuvre les processus de vérification des installations électriques temporaires, pris en application des articles R4226-17 et R4226-21 du Code du travail ;
- 26 décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants, pris en application de l'article R4226-18 du code du travail ;
- 30 avril 2012 relatif au contenu de l'imprimé utilisable pour la vérification de certaines installations électriques temporaires, aux modifications de l'arrêté relatif aux modalités d'accréditation des organismes chargés des vérifications initiales des installations électriques et sur demande de l'inspection du travail et de l'arrêté relatif aux critères de compétences des personnes chargées d'effectuer les vérifications périodiques des installations électriques.

La mission donne lieu à des rapports de vérifications des installations électriques.

### 2.7.16 Les attestations de conformité CONSUEL/VAMST (Att CONS)

Les articles D342-18 à D342-21 du Code de l'énergie relatif au contrôle et à l'attestation de la conformité des installations électriques intérieures et l'arrêté du 17 octobre 1973 agréant le comité national pour la sécurité des usagers de l'électricité (CONSUEL) pris en application des dispositions de l'article 4 du décret n°72-1120 du 14 décembre 1972 modifié, prévoient la délivrance d'attestation de conformité.

L'attestation de conformité garantit la qualité de l'installation électrique et est notamment utilisée comme preuve de la sécurité des équipements électriques.

La vérification initiale des installations électriques est différente des vérifications effectuées pour compléter les attestations de conformité CONSUEL.

La méthodologie respectée pour ces dernières vérifications est celle décrite par l'arrêté du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants, mais leur étendue est plus réduite puisqu'elles ne couvrent ni les appareils amovibles ni les aménagements spécifiques de l'activité professionnelle.

Le Titulaire vérifie le dossier technique à joindre au formulaire d'attestation de conformité que l'installateur a complété, procède à une visite des installations à contrôler, s'assure de la conformité desdites installations et informe le maître d'ouvrage des non-conformités.

Lorsque le maître d'ouvrage y a remédié, une contre-visite est nécessaire à la levée des dysfonctionnements et non-conformités initialement repérés.

Suite à la visite ou à la contre-visite, le contrôleur technique complète les documents Résumé de Conclusion et les formulaires d'attestations de conformité Consuel et les transmet au Consuel avec le dossier technique cité ci-avant.

La mission s'achève lors du visa de l'attestation de conformité par le Consuel.

## 2.8 PHASE CONCEPTION DU PROJET : TRANCHE FERME

### 2.8.1.1 Généralités

Le contrôleur technique prévoira autant de réunions que nécessaire avec les intervenants concernés, y compris avec le maître d'ouvrage et le mandataire de l'équipe MOE.

Le contrôleur technique dispose **d'un délai de 7 jour calendaire**, à compter de la réception de chaque document d'étude établi par le maître d'œuvre, pour formuler un avis écrit au maître d'ouvrage.

Le contrôleur technique procède à l'examen des documents de conception et formule les avis qui lui paraissent opportuns dans le cadre de sa mission et de ses domaines d'intervention.

Pendant ou à l'issue des réunions auquel il participe, le contrôleur technique peut formuler des avis.

Les avis formulés en cours de réunion sont consignés au compte-rendu, les avis postérieurs sont écrits.

Le contrôleur technique examine et vise, avec ou sans observations les plans et autres documents techniques d'exécution réalisés préalablement à l'exécution des travaux (notamment les plans de synthèse).

Il prend connaissance des autres documents établis ou fournis par le maître d'œuvre et par les entreprises (procès-verbaux, certificats de qualification ...) dans le cadre de ses missions relatives à l'ouvrage. Chaque examen donne lieu à un avis écrit sur les documents d'exécution pour l'ensemble des missions confiées et pour les ouvrages et éléments d'équipement concernés.

### 2.8.2 Au stade du dossier esquisse/APS/APD :

A l'échéance de la phase d'études, le contrôleur technique adresse un rapport écrit au maître d'ouvrage résumant ses avis sur les documents examinés :

- Avis sur esquisse;
- Avis au stade des études (APS, APD, PRO/DCE) ;
- Le contrôleur technique émet un avis sur les notices de sécurité établies par le maître d'œuvre lors du dépôt de la demande de permis de construire ou de travaux.

### 2.8.3 Au stade du dossier PRO/DCE :

Le contrôleur technique :

- Examine le dossier PRO. et notamment les documents techniques en vue de l'établissement du Rapport Initial de Contrôle Technique (R.I.C.T.)
- Participe aux réunions techniques de mise au point, avec un minimum de trois (3) réunions
- Élabore en concertation avec la maîtrise d'œuvre de la notice de sécurité nécessaire à l'établissement du permis de construire, à la déclaration préalable et au passage en commission de sécurité

### 2.8.4 Au stade du Dossier de Consultation des Entreprises :

Le contrôleur technique :

- Procède à l'examen du dossier technique sous l'angle des différents aspects prévus dans la mission qui lui est confiée (solidité, sécurité, fonctionnement, thermique, phonique...)
- Examine les variantes techniques présentées par les entreprises
- Participe aux réunions de mises au point techniques
- Établit le R.I.C.T. définitif qu'il transmet au maître d'œuvre

## 2.9 PHASE EXECUTION ET DEROULEMENT DE CHANTIER : TRANCHE OPTIONNELLE 1

### 2.9.1 Examen des documents d'exécution

Le contrôleur technique examinera l'ensemble des plans et autres documents techniques fournis par les entreprises dans le cadre du marché de travaux.

Le contrôleur technique participe également à **toutes les réunions techniques** de mise au point.

### 2.9.2 Contrôle sur chantier de la réalisation des ouvrages

Il s'assurera notamment que les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs énumérés à l'article 1792-1 (1°) du code civil s'effectuent de manière satisfaisante (art. R 111-40 du CCH).

Le bureau de contrôle doit en outre vérifier lui-même, matériellement, que les travaux sont exécutés selon les plans et conformément aux règles de l'art.

Il doit s'assurer notamment que :

- Les entreprises se livrent aux contrôles nécessaires ;
- La surveillance de l'architecte est bien réelle.

En complément à l'article 4.2.4.2 de la norme NF P 03-100, le contrôleur technique devra :

- Produire des comptes rendus de visites de chantier. **Les visites seront hebdomadaires.**
- Faire des propositions au mandataire de l'équipe MOE de sujets à mettre à l'ordre du jour des réunions de chantier suivantes afin de permettre aux entreprises concernées de préparer les réponses, d'examiner les problèmes.
- Durant tout le déroulement du chantier, insistance auprès des entreprises concernées, de façon individuelle, afin d'obtenir les informations techniques relatives aux équipements prévisionnels.

- Demander des documents : procès-verbaux, avis techniques, attestations, normes, etc. relatifs aux travaux réalisés.
- Remettre une synthèse des avis en cours tous les trimestres.
- Prévoir autant de réunions que nécessaire avec les intervenants concernés.

## **2.10 PHASE RECEPTION DE TRAVAUX : TRANCHE OPTIONNELLE 1**

Pour permettre une parfaite réception des travaux, des visites d'ingénieurs spécialistes auront lieu avec les entreprises concernées avec essais du fonctionnement de certaines installations.

Ces visites concerneront en particulier les domaines suivants :

- Dispositions constructives avec visites récapitulatives des locaux par l'ingénieur généraliste qui aura suivi le chantier en totalité. Les conclusions de cet ingénieur seront portées sur les rapports de fin de travaux relatifs respectivement à la solidité des ouvrages et à la sécurité des personnes ;
- Equipements techniques avec visites par spécialistes qui assureront la rédaction des rapports finaux. Dans ces rapports, figureront la totalité des documents reçus (procès-verbaux, avis techniques, attestations, normes...) relatifs aux travaux réalisés.
- Examen des travaux réalisés : groupement de tous les documents nécessaires à la constitution de dossiers relatifs aux domaines sur lesquels porte la mission.
- Rédaction et fourniture des rapports de fin de travaux sur les opérations réalisées dans les domaines suivants :
  - Dispositions constructives.
  - Electricité (courants forts et courants faibles).
  - Fluides.
  - Moyens de secours.

Le rapport RVRAT vierge de toutes remarques devra être remis au maître d'ouvrage au moins 1 semaine avant le passage de la commission de sécurité.

Les autres rapports (RFCT, pré-rapport de vérifications d'accessibilité PMR, rapport VIEL) seront remis au maître d'ouvrage le jour de la réception au plus tard afin que les réserves restantes soient inscrites dans le PV de réception.

Le contrôleur technique sera présent aux réunions de préparation de la commission de sécurité, pendant la commission à blanc et la commission réelle.

Dans le cadre du phasage des travaux, deux commissions de sécurité minimum sont prévues dans la mission.

## **2.11 PHASE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT : TRANCHE OPTIONNELLE 1**

Le contrôleur technique devra prévoir des visites supplémentaires pour la levée des réserves afin de remettre au maître d'ouvrage un **rapport vierge** de toutes remarques du rapport final de contrôle technique (RFCT) ainsi qu'une mise à jour du rapport VIEL.

Il rédigera également l'attestation définitive de vérification de l'accessibilité aux handicapées à la suite de la levée des éventuelles réserves émises dans l'attestation provisoire (ainsi que l'attestation thermique).

Le contrôleur technique formulera des avis sur des travaux d'achèvement pendant la période de GPA.

**A noter que le contrôleur technique apportera son assistance au maître d'ouvrage vis-à-vis de la commission de sécurité tout au long du projet.**

## 2.12 CONDITIONS GENERALES DES INTERVENTIONS

**Les conditions générales d'exécution des interventions se définissent comme suit :**

- Le contrôleur technique s'engage à accomplir tous les actes qui apparaîtront nécessaires, compte tenu des natures et domaines d'intervention qui lui sont confiés par le présent contrat, et en particulier à aviser le Maître d'ouvrage des conséquences éventuellement dommageables de dispositions prises par les entrepreneurs pour assurer la qualité de l'exécution ;
- Le contrôleur technique est juge, sous sa responsabilité, du caractère de nécessité des actes en cause. Ces actes comprennent en tout premier lieu, l'évaluation technique du projet par rapport aux dispositions des documents réglementaires et normatifs existants.
- Dans les domaines non couverts par des règlements, le contrôleur technique doit motiver, dans ses avis, les raisons pour lesquelles il s'écarte et ne se réfère pas, lorsqu'ils existent, aux documents normatifs suivant :
  - Les règles techniques
  - Les normes NF, CE
  - L'avis technique de l'arrêté du 2 décembre 1969

Toutefois, dans les domaines où il n'existe pas de règles ou de connaissances précises, il est admis que, dans ses avis, le contrôleur technique se borne à attirer l'attention du Maître d'ouvrage sur les risques encourus.

- Le contrôleur technique s'engage à agir avec toute la diligence souhaitable et à mettre en œuvre les moyens qui permettent d'éviter, autant que faire se peut, les surcoûts et les retards évitables qui pourraient découler de son intervention. Ceci notamment, lorsque l'exécution des prestations supplémentaires que le Maître d'ouvrage prescrira par avenants, s'avérera indispensable ;
- Le contrôleur technique ne peut ni participer à la conception, l'exécution ou l'expertise des ouvrages ni donner des ordres aux constructeurs ;
- La personne physique qui exerce la fonction de contrôleur technique, en son nom propre ou au nom de la société ou de l'organisme qui l'emploie, ne peut être chargée, dans le cadre d'une même opération de Bâtiment ou de Génie Civil, de la fonction de Coordinateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (S.P.S.) ;

**De son côté, la maîtrise d'ouvrage prendra les dispositions nécessaires pour :**

- Informer dès l'origine, les Maîtres d'œuvre, les entreprises, les bureaux d'études et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction et/ou aux travaux, de l'existence du présent contrat ;
- Donner au contrôleur technique une copie du permis de construire, de la déclaration préalable de travaux - fournir au contrôleur technique tous les plans, les descriptifs et notes de calculs ;
- L'obtention par le contrôleur technique du libre accès aux chantiers et autres lieux d'exécution des travaux pour lesquels son intervention a été requise, et d'une façon générale lui permettre l'exercice de sa mission dans les conditions normales d'efficacité et de sécurité
- Prévenir, en temps utile, le contrôleur technique des dates de commencement des travaux et des phases essentielles de leur exécution, ainsi que des dates des opérations préalables aux réceptions des ouvrages et lui communiquer les procès-verbaux de ces réceptions ;

**Dispositions du titulaire**

- Pendant l'exécution des travaux, le contrôleur technique adresse directement au Maître d'œuvre et à l'entrepreneur une copie, pour information, de ses avis et rapports au Maître d'ouvrage si celui-ci le lui demande ;
- Cette disposition a pour but de palier, si le Maître d'ouvrage le juge utile, les retards éventuels de transmission de sa part. Cependant, ceci ne la dispense pas de donner la suite qu'elle estime devoir convenir à ces avis et rapports ;
- Cette même disposition peut être étendue à l'assureur lorsque le Maître d'ouvrage a l'obligation de souscrire une assurance dommages ;
- Tout au long de la conception y compris pour les calculs et les détails d'exécution, les interventions du contrôleur technique comportent l'examen critique des documents (les pièces écrites, les dessins...)



fournis par les constructeurs, par leurs sous-traitants éventuels et par les fabricants d'équipements rendus solidaires en application de l'article 1792-4 du Code Civil.

- Cet examen se concrétise par des avis rédigés dans une forme accessible au Maître d'ouvrage et signés par le contrôleur technique. Ces avis sont envoyés en deux (2) exemplaires au Maître d'ouvrage.
- Si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de la signaler au Maître d'ouvrage dans les plus brefs délais ;
- L'intervention du contrôleur technique pendant l'exécution des travaux comporte autant de visites de chantier qu'il est nécessaire pour renseigner le Maître d'ouvrage sur le respect par les entreprises, des clauses concernant les calculs, les dessins des détails d'exécution, sur la qualité de l'exécution et les dispositions prises pour l'assurer, notamment lors des phases particulièrement importantes de celle-ci. Il assiste obligatoirement aux réunions de chantier ;
- La mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer de la qualité des produits utilisés pour la réalisation des travaux, qu'elle a été normalement surveillée et respectée et qu'elle est appropriée au projet. Dans ce but, il doit notamment signaler au Maître d'ouvrage les essais qu'il estimerait nécessaires ;
- Les avis donnés au fur et à mesure de l'exécution sont signés ou contresignés par le contrôleur technique ;
- Le contrôleur technique, informé de la date à laquelle il sera procédé aux opérations préalables de réception, fournit avant cette date, au Maître d'ouvrage, un rapport récapitulatif signalant en particulier, ceux de ses avis qui n'ont pas été suivis d'effets.  
Il n'est pas tenu d'assister aux réunions préalables à la réception ;
- Durant la période de Garantie de Parfait Achèvement (G.P.A.) qui suit la réception, le contrôleur technique continue à fournir ses avis comme ci-dessus décrits.

A la fin de cette période, il établit un second rapport récapitulatif selon un plan identique au premier et ceci dans un délai maximum de quinze (15) jours. Ce second rapport destiné au Maître d'ouvrage, lui sera envoyé en deux (2) exemplaires.

## 2.13 COOPERATION AVEC LES INTERVENANTS

La mission du contrôleur technique s'effectuera en étroite collaboration avec l'ensemble des intervenants sur le chantier (phase réalisation).

Il est totalement indépendant du Maître d'œuvre mais effectuera sa mission en étroite collaboration avec celui-ci. Le Maître d'œuvre fournira au contrôleur technique, sur simple demande de ce dernier, toute information ou document utile à sa mission.

## 2.14 DUREE ET DELAIS

Le démarrage des prestations est matérialisé par l'émission d'un ordre de service pour chaque tranche, par tout moyen permettant d'attester sa date de réception (télécopie, courriel, portail de commandes, ...).

Chaque mission débute dès réception par le Titulaire de l'ordre de service.

Les missions de la phase conception débutent dans les conditions ci-dessus et finissent dès que l'ensemble des marchés de travaux est notifié aux entrepreneurs.

La mission en phase réalisation débute au plus tard avant le début de la phase préparation de chantier et finit à la délivrance du procès-verbal de fin de mission délivré par le maître d'ouvrage (au plus tard à la fin du délai de garantie de parfait achèvement).

Les délais de remise des documents sont fixés comme suit :

DOCUMENTS	DELAIS MAXIMUM DE REMISE DE DOCUMENTS
Avis sur esquisse	7 jours calendaires pour chaque avis, à compter de la remise des documents d'études
Avis au stade des études (APS, APD, PRO, DCE)	7 jours calendaires pour chaque avis, à compter de la remise des documents d'études

RICT	15 jours calendaires, à l'issue de la phase conception (remise du DCE définitif)
Avis sur les documents d'exécution	7 jours calendaires, à compter de la remise des documents d'études
Avis sur chantier	7 jours calendaires, à compter de la visite de chantier
Pré rapport RVRAT	15 jours calendaires, à l'issue des OPR
RCRAT	15 jours calendaires, à l'issue de la levée des réserves
RFCT	15 jours calendaires, à l'issue de la GPA
VIEL	30 jours calendaires après la visite
Attestation d'achèvement et de conformité de travaux d'accessibilité	7 jours calendaires, à l'issue de la levée des réserves
Attestation thermique	7 jours calendaires, à l'issue de la levée des réserves
Rédaction d'un compte rendu	7 jours calendaires après la visite ou la réunion

## CHAPITRE 3 : LOT 02 : Mission de Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé (C.S.P.S)

### 3.1 OBJET DE LA PRESTATION

L'opération, objet du présent marché, relève de la **catégorie I** au sens de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994, modifiés par le décret d'avril 2002, codifiés dans le code du travail (notamment aux articles L. 4532-1 et suivants et R. 4532-1 et suivants).

La mission du C.S.P.S. sera décomposée en plusieurs phases :

- Phase « conception » ;
- Phase « préparation du chantier » et « réalisation des travaux » ;
- Phase « réception des travaux » et « garantie de parfait achèvement ».

Durant ces phases de sa mission, le C.S.P.S. veille à ce que les principes généraux de prévention énoncés aux 1° à 3° et 5° à 8° de l'article L. 4121-2 du Code du Travail soient effectivement mis en œuvre.

Ne sont pas du domaine du C.S.P.S., la mise en œuvre des principes généraux de prévention prévus 4° de l'article L. 4121-2, pas plus que la prévention des risques non liés à la coactivité des entreprises, c'est à dire ceux propres à l'activité de chaque entreprise.

### 3.2 DESIGNATION DU COORDONNATEUR

Le candidat a l'obligation de proposer, en même temps que le Coordonnateur SPS titulaire, un Coordonnateur SPS suppléant dont les compétences en matière de Coordination SPS seront identiques et justifiées dans les mêmes conditions.

L'expérience professionnelle des Coordonnateurs SPS sera justifiée par la remise, avant signature du marché, d'une attestation sur l'honneur mentionnant les opérations d'exercice et les délais de prestations de la personne physique concernée :

- Pour les Coordonnateurs SPS de conception, en architecture, ingénierie ou maîtrise d'œuvre
- Pour les Coordonnateurs SPS de réalisation, en matière de contrôle des travaux, d'ordonnancement, de pilotage et de conduite des travaux ou de maîtrise de chantier, ou de fonction de Coordonnateur SPS ou d'agent en matière de sécurité.

Sur proposition du candidat, le Maître d'ouvrage valide et désigne le Coordonnateur SPS et son suppléant.

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de récuser la personne physique désignée si elle n'exerce pas sa mission conformément à ses obligations réglementaires et/ou contractuelles.

Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage demandera à l'entreprise le remplacement immédiat du Coordonnateur SPS par une autre personne justifiant de la même compétence requise.

Tout changement de Coordonnateur SPS en cours de mission devra être préalablement validé par le Maître d'Ouvrage.

Le procès-verbal de passation des consignes entre Coordonnateurs SPS sera transmis au Maître d'Ouvrage.

En cas d'urgence, l'information du suppléant sera communiquée au Maître d'Ouvrage dès le 1er jour du remplacement.

### 3.3 PHASE CONCEPTION DU PROJET

#### 3.3.1 Conception

La mission de CSPA en **phase conception** débutera dès réception par le titulaire de **l'ordre de service** ; elle s'achèvera à la désignation des entreprises de construction du projet.

Dès que la mission débutera, le prestataire devra prendre connaissance, auprès du maître d'ouvrage, de l'ensemble des informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Une réunion de lancement de la mission, organisée par le maître d'ouvrage, marquera le début de la mission.

Pour la phase de la conception (APS/APD/PRO/DCE), le coordonnateur SPS établira la synthèse de ses remarques sous forme d'un rapport.

Le rapport concernant la phase d'études de projet (APS/APD/PRO/DCE), correspondant à la fin des études, devra comporter une synthèse de l'évolution des mesures de coordination en matière de sécurité et de santé

La notice d'organisation générale du chantier, établie par le maître d'œuvre, fera l'objet d'une analyse spécifique formalisée dans un rapport remis au maître d'ouvrage.

#### 3.3.2 Registre Journal de la Coordination

Le coordonnateur SPS ouvrira et mettra à jour le registre-journal de la coordination : il y consignera, dans l'ordre chronologique, tous les événements liés à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.

Le coordonnateur fera alors viser par le maître d'œuvre, et les autres acteurs, les points du registre les concernant.

Au minimum à la fin de chaque mois, le prestataire remettra au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au registre-journal depuis le dernier envoi.

Le registre-journal se présentera comme un cahier à pages numérotées, fourni et tenu par le prestataire.

Le registre se trouvera dans la salle de réunion de chantier, accessible à tout moment par le prestataire.

Ce cahier sera complété par les annexes auxquelles il est fait référence.

Durant cette mission, le coordonnateur consignera au registre-journal : Tous les avis, observations ou notifications qu'il jugera nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ; Tous les événements intéressant la prévention, et notamment les avis émis sur les dossiers d'études et les suites qui leur sont données.

#### 3.3.3 Plan général de coordination

Le coordonnateur SPS élaborera le plan général de coordination (PGC) en matière de sécurité et de protection de la santé, prévu à l'article L. 4532-8 du Code du travail.

Le prestataire commencera à rédiger le PGC en phase projet étant donné les délais restreints ; le PGC sera alors remis au maître d'ouvrage qui le joindra au dossier de consultation des entreprises.

Le PGC définira :

- Les mesures d'organisation générale du chantier, arrêtées par la maîtrise d'œuvre, en coordination avec le chef d'établissement ;
- La répartition des mesures de coordination entre les différents lots de travaux, notamment :
  - Les modalités de vérification des ouvrages provisoires par les entreprises qui en ont la responsabilité ;
  - Les conditions de manutention (appareils de levage) ;
  - La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux ;
  - L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;

- Les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site. (L'analyse des interactions vis-à-vis de l'établissement (utilisateurs, usagers, fonctionnement, réseaux...) est effectuée en concertation avec le maître d'ouvrage) ;
- Les sujétions découlant des interférences avec l'extérieur (public, visiteurs, réseaux publics...) ;
- Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité ;
- Les consignes pour les secours et l'évacuation des personnels ;
- Les modalités de coopération entre entreprises ;
- Les modalités du contrôle d'accès au chantier ;

### 3.3.4 Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage

Le coordonnateur SPS constituera le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) en phase étude, qui rassemblera, dans le cadre défini par l'article R. 4532-29 du Code du travail, les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

Le DIUO devra être un document facile à utiliser ; son organisation sous la forme de fiches avec nomenclature est souhaitée.

Le DIUO sera amené à être enrichi pendant la phase d'exécution des travaux, jusqu'à la période de garantie de parfait achèvement.

### 3.3.5 Collège Interentreprises de Sécurité de Santé et des Conditions de Travail

Le coordonnateur élaborera le projet de règlement du Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT), conformément aux dispositions du décret n° 95-543 du 4 mai 1995. Le prestataire remettra ce projet de règlement avec le PGC, de façon à permettre son inclusion au dossier de consultation des entreprises.

### 3.3.6 Dispositions relatives aux phases APS-APD

Le Coordonnateur SPS doit :

- Ouvrir, dès la notification du marché et du démarrage de sa mission, le Registre Journal de la Coordination SPS et y reporter au fur et à mesure du déroulement de la conception de l'opération les observations qu'il juge nécessaires de faire au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre.  
Le Coordonnateur SPS transmettra le Registre Journal aux intéressés pour VISA, et leurs réponses éventuelles y seront mentionnées.  
Cette transmission sera effectuée sous 24h après constat de l'observation.
- Analyser les dossiers APS et APD ainsi que toutes les pièces ou études réalisées par le Maître d'Œuvre qui lui seront transmises (études, plannings, diagnostics, etc.).
- Participer aux réunions organisées par le Maître d'œuvre ;
- Participer aux comités techniques et de pilotage, ainsi qu'aux différentes réunions de coordination entre les différents projets en plus de celui du projet (aménagement avoisinant la parcelle, etc.), et prendre en compte et intégrer les contraintes des différents projets en s'assurant d'une cohérence d'ensemble ; gestion des interfaces des différents chantiers avec l'élaboration d'un schéma directeur.

À la suite de sa participation aux réunions et à son analyse des dossiers, études, plannings et diagnostics :

- Identifier les risques architecturaux, techniques, et d'organisation pour la période de construction ainsi que pour la maintenance ultérieure de l'ouvrage.
- Emettre des observations ou propositions de toute nature permettant la gestion satisfaisante des risques pour les futurs travaux et pour les interventions ultérieures sur l'ouvrage
- Argumenter la prise en compte de ces propositions avec le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage
- Consigner ces observations et préconisations dans le Registre Journal
- Veiller que suite à la demande de renseignements réalisée par le Maître d'Œuvre pour le compte du Maître d'Ouvrage relative aux réseaux aériens ou enterrés existants sur l'emprise des travaux et à proximité :
  - Les réponses soient prises en compte dans l'élaboration du projet

- Les informations aux entreprises figurent dans le DCE et le PGC

A la remise de l'avant-projet définitif (APD), et à la suite des diverses analyses et échanges avec les intervenants :

- Elaborer le Plan Général de Coordination SPS (PGC) et le mettre à jour au fur et à mesure de la phase conception.
- Préciser dans le PGC, quel que soit le mode de dévolution des marchés :
  - Quel lot / corps d'état aura à sa charge l'installation de chaque mesure collective décidée ;
  - Quel lot / corps d'état aura en charge l'entretien, en cohérence avec la présence du lot / corps d'état sur le chantier ;
  - Les dispositions à prendre en cas de dégradation abusive ou répétée de l'installation collective ;
- Définir précisément avec le Maître d'Œuvre les zones d'installation des locaux du personnel des entreprises, les zones de stockage, les zones des installations de fonctionnement (bureaux, salles de réunion etc.). En cas de difficultés liées à la superficie de l'emprise, les modalités de gestion doivent être prévues pour garantir des conditions d'installations satisfaisantes. Le projet de PIC sera produit par le maître d'œuvre sous le contrôle du CSPS.
- Tenir compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site intérieur et/ou à proximité duquel est implanté le chantier et si besoin organiser, en présence du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage, l'inspection des lieux.
- Concevoir une trame de DIUO permettant un repérage aisé et une facilité d'utilisation effective lors des interventions ultérieures. Ce dossier comporte notamment les dispositions prises pour :
  - Le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture ;
  - Les accès en toiture : moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée, possibilité de mise en place de garde-corps ou filets de protection pour les interventions plus importantes, chemins de circulations permanents pour les interventions fréquentes etc.
  - Faciliter l'entretien des façades et notamment les moyens d'arrimage et de stabilité d'échafaudage ou de nacelle ;
  - Faciliter les travaux d'entretien intérieur : ravalement des halls de grande hauteur, accès aux cabines d'ascenseur, accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire etc.
  - Indiquer les locaux techniques destinés au nettoyage ainsi que les locaux sanitaires mis à la disposition du personnel chargé des travaux d'entretien

Ce document rassemble également les plans, schémas et notes techniques décrivant les dispositions prises pour assurer les opérations d'entretien et maintenance de l'ensemble du projet. Il inclut le « Dossier Maintenance des lieux de travail » prévu aux articles R.4211-3, R. 4211-4, R 4211-5 du Code du Travail. La présentation sera validée par le Maître d'Ouvrage

- A partir de la liste des interventions ultérieures, des documents remis par le Maître d'Œuvre et des dispositions prévues par celui-ci pour réaliser ces interventions, analyser les risques identifiables liés à chaque intervention ultérieure et suggérer des possibilités d'aménagement
- S'assurer que le Maître d'Ouvrage a établi la déclaration préalable au moment du dépôt du permis de construire ou 30j avant le début des travaux lorsque le PC n'est pas requis. Fournir au Maître d'ouvrage le document pré rempli.

### 3.3.7 Dispositions relatives aux phases dossier de Consultation des Entreprises / Pro

Le coordonnateur SPS contribuera à l'élaboration du dossier de consultation des entreprises (DCE) en proposant au maître d'ouvrage l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs sur le chantier, notamment :

- Les éléments à faire figurer dans les pièces écrites afin de permettre aux entrepreneurs de présenter une offre en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération ;
- Les modalités pratiques de coopération en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- Le PGC ou la notice en matière de sécurité et la protection de la santé ;
- Le projet de règlement intérieur du CISSCT. D'autre part, le coordonnateur proposera au maître d'œuvre l'ensemble des éléments, concernant la sécurité et les moyens qui lui sont attribués, à étudier dans le but de faire figurer les prescriptions appropriées dans les clauses techniques et administratives des marchés de travaux.

Le Coordonnateur SPS doit notamment :

- Participer aux réunions organisées par le Maître d’Œuvre ;
- Participer aux comités techniques et de pilotage, ainsi qu'aux différentes réunions de coordination avec le concessionnaire et autres intervenants concernés par le projet et prendre en compte et intégrer les contraintes des différentes phases en s'assurant d'une cohérence d'ensemble et de la gestion des interfaces avec les différents chantiers.
- Analyser les dossiers qui seront remis par la Maîtrise d’Ouvrage et s’assurer, dans les pièces écrites, de l’intégration des différentes préconisations de coordination SPS (réglementation, chantiers à proximité, demandes CARSAT, etc.) ainsi que de la cohérence des pièces avec le PGC mis à jour.
- Proposer des solutions et prévoir les dispositions générales d’accès au chantier ainsi que les dispositions garantissant que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier
- Mettre à jour en concertation avec le Maître d’Œuvre le projet de PIC pour intégration dans le dossier de consultation remis aux entreprises.
- Compléter le Registre Journal, et veiller à obtenir les réponses aux observations formulées.
- Compléter le DIUO et préparer la liste des éléments nécessaires à fournir par le Maître d’Œuvre et/ou les entreprises.
- Etablir la liste des dispositions que les entreprises doivent préciser au moment de la consultation.
- Participer à l’élaboration du calendrier contractuel d’exécution fait par l’OPC et veiller à la prise en compte des risques liés aux co-activités simultanées et/ou successives

### 3.3.8 Mission d’assistance à l’établissement de la déclaration préalable prévu à l’article L4532-1 d Code du travail

Prévue aux articles L4532-1, R4532-2 et R4532-3 du Code du travail, lorsque la durée ou le volume prévus des travaux d'une opération de bâtiment ou de génie civil excède certains seuils, le maître d'ouvrage doit effectuer avant le début des travaux une déclaration préalable.

Cette obligation concerne toute opération du secteur du bâtiment ou du génie civil qui remplit l'une des conditions suivantes :

- L’effectif prévisible dépasse 20 travailleurs à un moment quelconque des travaux, pour une durée dépassant 30 jours ouvrés ;
- Le volume prévu des travaux est supérieur à 500 hommes-jour.

Son contenu est fixé par l’arrêté du 7 mars 1995 fixant le contenu de la déclaration préalable à laquelle sont soumises certaines opérations de bâtiment ou de génie civil et pris pour l'application de l'article L235-2 du Code du travail (devenu article L4532-1).

La déclaration a pour objectif et pour effet de permettre au maître d’ouvrage de nommer et identifier les acteurs de l’opération de bâtiment et génie civil. Selon les indications qui y figurent, elle définit la catégorie de la mission de coordination SPS.

Elle constitue également une démarche d’informations obligatoires auprès des organismes institutionnels de prévention des risques professionnels puisqu’elle doit être transmise à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l’emploi (Dirccte), l’Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (OPPBT) et, selon les cas, la CARSAT/CRAMIF/CGSS (caisse d’assurance retraite et de la santé au travail, caisse régionale d’assurance maladie d’île de France, caisse générale de sécurité sociale).

Dans le cadre de la présente mission, **le coordonnateur complète la déclaration préalable avec le maître d’ouvrage au plus tard au stade de l’APS.**

Il utilise à cet effet, le formulaire Cerfa n°13630\*02 ou DE08.

En cas d’absence d’éléments pour la remplir entièrement, la déclaration préalable doit quand même être complétée et transmise aux organismes institutionnels de prévention des risques professionnels.

Les informations contenues dans la déclaration préalable doivent être en adéquation avec celles contenues dans le PGCSPP tel que cela est prévu dans l’arrêté susmentionné.

L’expéditeur de la déclaration préalable aux organismes institutionnels de prévention des risques professionnels ci-dessus est le maître d’ouvrage.

Lorsque la déclaration préalable nécessite un complément d'informations ou est actualisée (nom(s) et adresse(s) du (des) titulaire(s) du (des) marché(s) public(s) ou contrat(s) déjà désigné(s), nom(s) et adresse(s) du (des) sous-traitant(s) pressenti(s), effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir sur le chantier, nombre d'entreprises présumées appelées à intervenir sur le chantier), le coordonnateur procède à ce complément ou cette actualisation.

Lorsque la déclaration préalable a fait l'objet d'un complément d'information ou d'une actualisation avec un envoi précédent, cela est mentionné sur le nouveau formulaire transmis.

La déclaration doit être affichée sur le chantier. La mission commandée vaut pour la durée de l'opération concernée et s'achève lorsque le procès-verbal de réception de l'opération.

### 3.4 PHASE REALISATION

#### 3.4.1 Objectif de la prestation

Au cours de cette mission, le coordonnateur veillera à la mise en œuvre et au suivi des mesures de sécurité et de protection de la santé sur le chantier de construction.

Le prestataire sera l'interlocuteur privilégié des intervenants sur le chantier en matière de sécurité et de santé des travailleurs ; il exercera sa mission en concertation avec le maître d'œuvre.

Le coordonnateur veillera par ailleurs à la sécurité permanente du public et des activités à proximité du chantier.

#### 3.4.2 Etendue de la prestation

La mission de coordination en matière de sécurité et protection de la santé **en phase travaux** débutera dès réception par le titulaire de **l'ordre de service** ; elle s'achèvera à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement des travaux.

Si la mission débute après le démarrage de la période de préparation du chantier, le prestataire sera chargé de prendre connaissance du travail effectué depuis la désignation des entreprises de construction.

Une réunion de lancement de la mission, organisée par le maître d'ouvrage, marquera le début de la mission.

#### 3.4.3 Organisation des entreprises

En coordination avec maître d'œuvre, le coordonnateur SPS organisera les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, et coordonnera leurs activités simultanées afin de limiter les risques inhérents à la co-activité.

Il contrôlera notamment le plan d'installation de chantier et vérifiera les installations de chantier de chaque entreprise.

À la demande du maître d'ouvrage, le coordonnateur peut être amené à formuler un avis sur une entreprise sous-traitante en vue de son agrément.

En tout état de cause, le prestataire sera destinataire d'une copie de tous les actes spéciaux de sous-traitance.

#### 3.4.4 Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

Suivant les dispositions de l'article R. 4532-58 et 4532-59 du Code du travail, le coordonnateur :

- Communiquera à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur le chantier, dès signature du contrat, les noms et adresses des entrepreneurs contractants ;
- Guidera les entreprises, leurs co-traitants et sous-traitants dans l'élaboration de leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), en contrôlera le contenu, et veillera à ce qu'il soit conforme aux articles R. 4532-63 à R. 4532-68 du Code du travail ;
- Harmonisera les PPSPS des différentes entreprises ;
- Diffusera les PPSPS aux organismes intéressés ;
- Assistera le maître d'ouvrage dans la gestion des PPSPS ;



- Transmettra à chaque entrepreneur les PPSPS des entreprises chargées du gros œuvre, et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés à l'article L. 4532-8 du Code du travail ;
- Transmettra à chaque entreprise en faisant la demande l'ensemble des PPSPS établis par les autres entrepreneurs.

### 3.4.5 Registre Journal de Coordination

De manière générale, au cours de cette mission, le prestataire tiendra à jour le registre-journal de la coordination en y consignant :

- L'arrivée d'une nouvelle entreprise ;
- La remise d'un PPSPS ;
- L'arrêt d'un poste de travail ;
- La tenue d'une réunion sur le site ;
- Le PGC et ses additifs ;
- Les procès-verbaux des inspections communes ;
- Les comptes rendus de réunions ;
- Les visites de chantier ;
- L'ensemble des consignes et observations visées par les personnes concernées.

Au minimum à la fin de chaque mois, le prestataire remettra au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au registre-journal depuis le dernier envoi.

Le registre-journal se présentera comme un cahier à pages numérotées, fourni et tenu par le prestataire.

Le registre se trouvera dans la salle de réunion du chantier, accessible à tout moment par le prestataire.

Ce cahier sera complété par les annexes auxquelles il est fait référence.

### 3.4.6 Inspection commune de chantier

Le prestataire procédera à une inspection commune du chantier, avec chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, préalablement à leur intervention.

Cette visite aura pour but de préciser les consignes de sécurité à observer par ces entreprises.

Le coordonnateur informera le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre des dates et heures de chaque inspection commune, afin de leur permettre d'y assister, s'ils le jugent opportun.

Pour chaque entreprise, l'inspection commune aura lieu avant la remise du PPSPS de l'entreprise.

Elle fera l'objet d'un procès-verbal écrit, signé par le coordonnateur SPS et le représentant de l'entreprise.

Le coordonnateur consignera cette inspection dans le registre-journal.

Le coordonnateur adressera alors le procès-verbal au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

### 3.4.7 Plan Général de Coordination

Tout au long de la mission, le prestataire complètera et adaptera le plan général de coordination (PGC) au vu de l'évolution du chantier, et en fera mention dans le registre-journal du chantier. Il y intégrera notamment les PPSPS des entreprises de construction.

Le coordonnateur communiquera les modifications du PGC au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et aux titulaires des marchés de travaux.

### 3.4.8 Collège Interentreprises de Sécurité de Santé et des Conditions de Travail

Le coordonnateur SPS proposera au maître d'ouvrage la constitution du CISSCT dans les **neuf (9) jours** qui suivent le début de la période de préparation des travaux.

Le coordonnateur organisera et présidera le collège conformément au décret n° 95-543 du 4 mai 1995.

Il veillera notamment à l'efficacité de ce collège ; pour ce faire, s'il le juge utile, le coordonnateur pourra l'organiser sous forme de commissions plus restreintes et correspondant à un découpage plus adapté des travaux.

Les frais de fonctionnement du CISSCT seront à la charge du CSPS.

### 3.4.9 Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage

Le prestataire mettra à jour le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) tout au long de l'avancement du chantier.

Au plus tard un (1) mois après la date retenue pour l'achèvement des travaux, le coordonnateur remettra au maître d'ouvrage, en quatre (4) exemplaires dont un (1) exemplaire reproductible, le DIUO partiel.

Il comprendra notamment :

- Tous les documents de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage (plans, notes techniques) ;
- Le dossier de maintenance des éléments de sécurité mis en place pour l'intervention ultérieure sur l'ouvrage (caractéristiques, localisations, durabilités...) ;
- Le dossier de maintenance des lieux de travail tel que défini aux articles R4211-3 à R4211-5 du Code du travail ;
- Une notice générale d'intervention ultérieure sur l'ouvrage – élaborée par le prestataire – recensant les mesures de sécurité à mettre en œuvre en cas d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

Enfin, au moins un (1) mois avant la fin de la période de garantie de parfait achèvement de l'ouvrage, le coordonnateur SPS remettra au maître d'ouvrage, en quatre (4) exemplaires dont un (1) exemplaire reproductible, le DIUO définitif.

Cette transmission fera l'objet d'un bordereau d'envoi.

### 3.4.10 Inspection de chantier

Le coordonnateur procédera à des inspections régulières du chantier (au moins 1 par semaine) afin de veiller à l'application, par les entreprises, des dispositions prévues dans leur marché et dans leur PPSPS.

Il s'assurera également du suivi des règles définies dans le PGC, et de la mise en œuvre des dispositions retenues par le CISSCT.

Le coordonnateur consignera chacune de ses visites dans le registre-journal.

### 3.4.11 Avis sur les dossiers d'études d'exécution

Le coordonnateur SPS formulera toutes les observations qu'il jugera nécessaire de faire sur les documents d'exécution. Ces observations seront transmises par écrit au maître d'ouvrage.

### 3.4.12 Organisation PREPARATION CHANTIER :

Le Coordonnateur SPS doit :

- Organiser entre les différentes entreprises, y compris les sous-traitants, qu'elles se trouvent ou non présentes sur le chantier, la coordination de leurs activités, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels, circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles, des consignes en matière de sécurité et protection de la santé. A cet effet, il doit notamment procéder avec chaque entreprise à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées les consignes à observer ou à transmettre. Les comptes rendus des inspections communes sont mentionnés dans le Registre Journal.
- Recevoir des entreprises titulaires ou sous-traitantes leur PPSPS. Ces dernières disposent de 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre et hors liste des travaux à risques particuliers) suivant la réception de leur contrat pour établir ce document préalable au démarrage des travaux.
- Veiller à ce que les risques dus à la co-activité des entreprises, et dus également à la coactivité avec les autres chantiers de la zone, soient pris en compte lors de l'élaboration du planning d'exécution des travaux.
- S'assurer de la bonne mise en place et du respect du schéma directeur et de la gestion des interfaces entre les différents chantiers du projet global d'aménagement.

- Consigner dans le Registre Journal et tenir à jour au fur et à mesure de l'opération les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'entre eux sur le chantier.
- Tenir à jour la liste des personnels de chantier intervenant sur le site, sur la base des CIP du BTP fournies par chacune des entreprises.
- Transmettre à chaque entrepreneur qui le demandera les PPSPS établis par les autres entrepreneurs.
- Vérifier à réception des PPSPS leur conformité avec les dispositions du PGC et de sa mise à jour.
- Harmoniser les PPSPS ainsi que le PGC, en sollicitant le cas échéant l'avis du Maître d'Œuvre et de l'OPC pour les aménagements qui s'avèreraient importants.
- Assurer l'affichage réglementaire des déclarations préalables établies par le Maître de l'ouvrage.
- Participer aux différentes réunions de coordination avec le concessionnaire et autres intervenants concernés par le projet, et prendre en compte et intégrer les contraintes des différentes tranches en s'assurant d'une cohérence d'ensemble.

### 3.4.13 Organisation EXECUTION DES TRAVAUX :

Le Coordonnateur SPS doit :

- Assurer un suivi régulier du chantier par la présence aux réunions hebdomadaires et visites inopinées, par l'étude des documents de la Maîtrise d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et des entreprises, ainsi que par l'analyse des situations à risque graves et des accidents mettant en cause des circonstances de co-activité. Ces analyses et leur résultat seront mentionnés dans le Registre Journal et transmis au Maître d'Ouvrage.
- Mettre à jour si besoin le PGC et le diffuser aux entreprises et intervenants avec mention des points modifiés.
- S'assurer le cas échéant de la bonne réalisation et diffusion des documents spécifiques nécessaires en cas de :
  - Travaux par points chauds, ou produisant des étincelles à proximité de zones sensibles : Permis de feu
  - Interventions sur des réseaux et/ou équipements alimentés par quelque énergie que ce soit : Procédure de consignation
  - Opération de chargement et de déchargement de véhicules : Protocole de sécurité
  - Etc.
- Transmettre au Maître d'Ouvrage et éventuellement au Maître d'Œuvre le Registre Journal après visa des observations par chaque intervenant concerné.
- Tenir un Classeur Sécurité disponible sur le chantier contenant le PGC de l'opération, les PPSPS des entreprises et la copie des visites d'inspection commune.
- Être destinataire de tous les comptes rendus de réunions organisées pour le déroulement des travaux.
- Veiller à ce que les risques dus à la co-activité des entreprises soient pris en compte lors des mises à jour des plannings de travaux.
- Veiller à ce que les risques dus à la co-activité et la gestion des interfaces des chantiers avoisinants soient pris en compte. - Donner un avis sur le calendrier d'exécution.
- S'assurer que les observations de Coordination SPS soient reprises dans les comptes rendus des réunions de chantier.
- Etablir les statistiques mensuelles d'accidents du travail et analyser les rapports d'accidents établis par les entreprises de manière à proposer toute mesure utile à leur non-renouvellement.
- Examiner les mesures envisagées pour satisfaire aux demandes des organismes officiels.
- Prendre toutes les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.
- S'assurer de la mise en œuvre des mesures de contrôle d'accès.
- Contrôler à chaque visite de chantier les effectifs du chantier sur la base de la liste des effectifs fournie par les entreprises.
- S'assurer que les fournitures et les travaux mis en œuvre sont en conformité avec les dispositions prévues dans le DIUO. En cas de discordance, informer le Maître d'Ouvrage et convenir avec lui des adaptations à apporter.

- Participer aux différentes réunions de coordination avec le concessionnaire et autres intervenants concernés par le projet, et prendre en compte et intégrer les contraintes des différentes tranches en s'assurant d'une cohérence d'ensemble.

#### 3.4.14 DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACHEVEMENT DE LA MISSION

Le Coordonnateur SPS doit :

- Remettre au Maître d'Ouvrage la dernière version du PGC
- Finaliser le DIUO en collaboration avec le Maître d'Œuvre. Le DIUO comprend le « Dossier de Maintenance des Lieux de Travail ».
- Si le DIUO n'est pas complet à la réception des travaux, remettre un DIUO provisoire en indiquant la liste des pièces manquantes à constituer par le Maître d'Œuvre ou à remettre à celui-ci dans les 2 mois après la réception. Le DIUO final sera alors communiqué au Maître d'Ouvrage.
- Transmettre au Maître d'Ouvrage une copie certifiée conforme du Registre Journal de la Coordination.
- Le CSPS mettra à jour son PGC en fonction des nouvelles conditions d'interventions pour lever les réserves dans le cadre de la réception des travaux ou de la GPA. A cet effet, le CSPS se rapprochera des utilisateurs pour analyser les nouveaux risques liés à l'exploitation du ou des bâtiments. Il contrôlera les effectifs sur la base de la liste des effectifs fournie par les entreprises.
- Le DIUO sera mis à jour et/ou compléter si nécessaire en fonction des interventions réalisées sur cette période.
- Participer aux réunions de passation organisées par le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage en présence des exploitants assurant la maintenance.

### 3.5 AUTORITE ET MOYENS DONNES PAR LA MOA AU CSPS

- Le Maître d'Ouvrage prend les dispositions prévues aux articles R 4532-6, R 4532-7, R 4532-8 et R 4532-9 du Code du Travail auprès des différents intervenants à la construction en vue d'assurer au Coordonnateur l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission.
- Le Coordonnateur SPS dispose des pouvoirs ci-dessous, donnés par le Maître d'Ouvrage :
  - En cas de risque grave et immédiat mettant en cause la vie de personnes sur le chantier, de riverains, des usagers ou du personnel de l'établissement dans lequel les travaux sont réalisés, le Coordonnateur SPS a autorité pour arrêter les travaux sur la zone présentant des risques ou pour interdire l'usage de matériels présentant des risques.

Dans ce cas, le Coordonnateur SPS précisera sur le Registre Journal :

- La date et l'heure de sa décision
- Le type de travaux, la zone ou le matériel concerné
- Les risques constatés et les raisons de sa décision
- La suite donnée par lui-même pour remédier à la situation

Cette décision sera confirmée au responsable de l'entreprise et au Maître d'Ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception.

Pour obtenir l'autorisation de reprise, l'entreprise informera le Maître d'Ouvrage qui validera, selon les moyens de son choix, les mesures prises pour faire cesser la situation.

- Le Coordonnateur SPS fait part directement et sans délai de ses observations ou de ses constats d'anomalie aux intervenants concernés et les mentionne sur le Registre Journal de Coordination. Chaque observation est visée par l'intervenant concerné. Si l'intervenant n'est pas présent au moment de l'observation, le Coordonnateur lui transmet par tout moyen. L'observation doit lui être retournée visée sous 24h par le responsable de l'intervenant ou l'intervenant lui-même.
- Le Coordonnateur SPS transmet au Maître d'Ouvrage, par tout moyen approprié, les observations portées au Registre Journal dans un délai maximum de 48h après qu'elles ont été formulées. Dans le cas de non prise en compte de ses observations, le Coordonnateur SPS informe le Maître d'Ouvrage par écrit, lequel fera appliquer les dispositions qu'il juge nécessaire.

Si le problème persiste ou en cas de récurrence, le Coordonnateur SPS propose au Maître d’Ouvrage de procéder à un arrêt partiel ou total des travaux, aux frais et risques du ou des intervenants à l’origine de la situation.

- Lorsqu’une personne non autorisée (sous-traitant non déclaré, entreprise n’ayant pas participé à l’inspection commune ou fourni un PPSPS, personne n’intervenant pas sur le chantier ou n’étant pas inscrite sur la liste des effectifs susceptibles d’intervenir etc.) est présente sur le chantier, le Coordonnateur SPS a autorité pour le faire quitter l’enceinte du chantier et le mentionne au Registre Journal.
- En cas de co-activité réputées dangereuse dans un même lieu telles que :
  - Tous travaux polluants
  - Utilisation de produits inflammables
  - Travaux de VRD à proximité de façades
  - Pose de charpente et couverture avec tous autres travaux à l’aplomb
  - Travaux dégageant des poussières ou des travaux de projection en concomitance avec d’autres travaux
  - Pose de ragréage, de revêtement de sol simultanément à d’autres travaux
  - Essai de fonctionnement d’installations techniques avec tous autres travaux à proximité immédiate
  - Etc.

Le Coordonnateur SPS a autorité pour arrêter les travaux sur la zone présentant des risques et le mentionne dans le Registre Journal. Une copie du Registre Journal est immédiatement transmise pour VISA au Maître d’Ouvrage, au Maître d’Œuvre ainsi qu’au responsable de l’entreprise concernée. Les reprises décidées sont également consignées dans le Registre Journal.

- Le Coordonnateur SPS a la faculté d’organiser toute réunion qu’il juge utile avec les différents intervenants. Le Maître d’Ouvrage devra systématiquement être informé préalablement à la réunion.
- En cas de litige entre le Coordonnateur SPS et le Maître d’Œuvre, une entreprise ou l’utilisateur de l’établissement dans lequel les travaux sont réalisés, c’est le Maître d’Ouvrage qui arbitrera.

### **3.6 MOYENS MIS A DISPOSITION DU COORDONNATEUR :**

Lors de la phase Conception :

- Accès au site
- Information du Coordonnateur SPS par le Maître d’Ouvrage des réunions de conception, de l’ordre du jour et transmission des comptes rendus
- Transmission à la demande du Coordonnateur SPS par le Maître d’Ouvrage du détail des missions confiées aux autres intervenants de l’équipe de Maîtrise d’œuvre
- Fourniture, par le Maître d’Ouvrage et dans un délai convenu avec le Coordonnateur SPS des documents de conception, pour remise des observations ou l’élaboration des documents de coordination SPS

Lors de la phase Réalisation :

- Fourniture par le Maître d’Œuvre du plan d’installation de chantier et des plannings généraux et détaillés d’exécution ;
- Communication, dès que le Maître d’Ouvrage en a connaissance, des coordonnées de tous les intervenants sur le chantier.
- Information du Coordonnateur SPS des réunions de Maîtrise d’Œuvre ou de toute réunion de travaux ayant une incidence en coordination SPS.

### **3.7 OBLIGATIONS DU CSPS**

Pendant la totalité de la phase études, le coordonnateur consacrera à la mission à minima :

- Une présence à une réunion par phases d’études (APS, APD, PRO), avec mise à jour du registre journal et du PGC ;

- Une présence aux différentes réunions de coordination et/ou de comité de pilotage entre les différents projets, sur convocation du Maître d'ouvrage ou du Maître d'œuvre.

Pendant la totalité de la phase chantier, soit à compter de la notification des ordres de services de travaux jusqu'à réception, le coordonnateur consacrera à la mission, à minima :

- Pour les travaux préparatoires :
  - Une présence à chacune des réunions de chantier hebdomadaires, avec visite de chantier à cette occasion et mise à jour du registre journal.
  - Une visite de chantier hebdomadaire complémentaire, et mention au registre journal, ceci sans préjudice des obligations de contrôle qui résultent de sa responsabilité.
- Pour les travaux principaux :
  - Une présence à chacune des réunions de chantier hebdomadaires, avec visite de chantier à cette occasion et mise à jour du registre journal.
  - Une visite de chantier hebdomadaire complémentaire, et mention au registre journal, ceci sans préjudice des obligations de contrôle qui résultent de sa responsabilité.

**Les visites obligatoires définies ci-dessus viennent en complément des visites liées aux obligations définies dans ce CCTP et notamment, les visites d'inspections communes, les présences aux différentes réunions de coordination et/ou de comité de pilotage entre les différents projets sur convocation du Maître d'ouvrage ou du Maître d'œuvre.**

### 3.8 DUREE ET DELAIS

Le démarrage des prestations est matérialisé par l'émission d'un ordre de service pour chaque tranche, par tout moyen permettant d'attester sa date de réception (télécopie, courriel, portail de commandes, ...).

Chaque mission débute dès réception par le Titulaire de l'ordre de service.

Les missions de la phase conception débutent dans les conditions ci-dessus et finissent dès que l'ensemble des marchés de travaux est notifié aux entrepreneurs.

La mission en phase réalisation débute au plus tard avant le début de la phase préparation de chantier et finit à la délivrance du procès-verbal de fin de mission délivré par le maître d'ouvrage (au plus tard à la fin du délai de garantie de parfait achèvement).

Les délais de remise des documents sont fixés comme suit :

DOCUMENTS	DELAIS MAXIMUM DE REMISE DE DOCUMENTS
Rapports de phases de conception et de notice d'organisation générale du chantier	Au plus tard 7 jours calendaires à l'issue de chaque phase de la conception et de la prise de connaissance de la notice générale du chantier
Première élaboration PGC avec toutes « sujétions » pour chaque corps d'état et notice en matière de sécurité et de protection de la santé	Au plus tard 15 jours calendaires avant la publicité pour la consultation d'appel à la concurrence des entreprises de travaux
Ouverture du registre-journal	Un mois après l'émission de l'OS
Mise à jour du registre journal	Tous les mois
Première constitution du Dossier d'intervention ultérieure	Avant la fin de la phase avant-projet convenue avec le maître d'œuvre
Rédaction du projet de règlement pour le collège interentreprises de sécurité, de santé et conditions de travail	15 jours calendaires avant le lancement de la consultation des entreprises de travaux
Constitution du CISSCT	Au plus tard 21 jours calendaires avant le début des travaux
Consignation, sur le registre journal des comptes rendus des inspections communes avec chaque	Préalable à l'intervention de chaque entreprise et sous-traitant après agrément par le maître d'ouvrage

entreprise	
Application des dispositions nécessaires pour que le chantier ne soit accessible qu'aux personnes autorisées	Avant le début des travaux
Vérification de la prise en compte des dispositions concernant sa mission sur les plans d'exécution établis par les entreprises	8 jours calendaires après leur réception
Tenue de la première réunion du CISSCT et des suivantes	Dès que deux entreprises sont présentes effectivement sur le chantier, puis une fois au moins tous les trois mois.
Adoption du règlement du CISSCT	Dans le mois qui suit la première réunion du CISSCT
Envoi des copies des procès-verbaux des réunions du CISSCT, aux destinataires cités à l'article R4532-94 du code du travail	Dans le mois suivant la dernière réunion du CISSCT
Rapport d'inspection commune visé de l'ensemble des entreprises extérieures	Au plus tard 15 jours calendaires à compter de la tenue de l'inspection commune
DIUO et actualisation DIUO	15 jours calendaires après réception des documents nécessaires à l'établissement du DIUO ou sa mise à jour
Communiquer les noms et adresses des entrepreneurs contractants, si PGC à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir (R4532-58 & R4532-59 du code du travail)	Dès la notification des marchés publics de travaux
Plan de prévention ou protocole de sécurité	Au plus tard 21 jours calendaires avant le début des travaux ou prestations
Modèle de plan de prévention ou de protocole de sécurité	Au plus tard 1 mois après réception du bon de commande
Déclaration préalable et actualisation	5 jours calendaires après réception du bon de commande et l'événement provoquant la mise à jour